



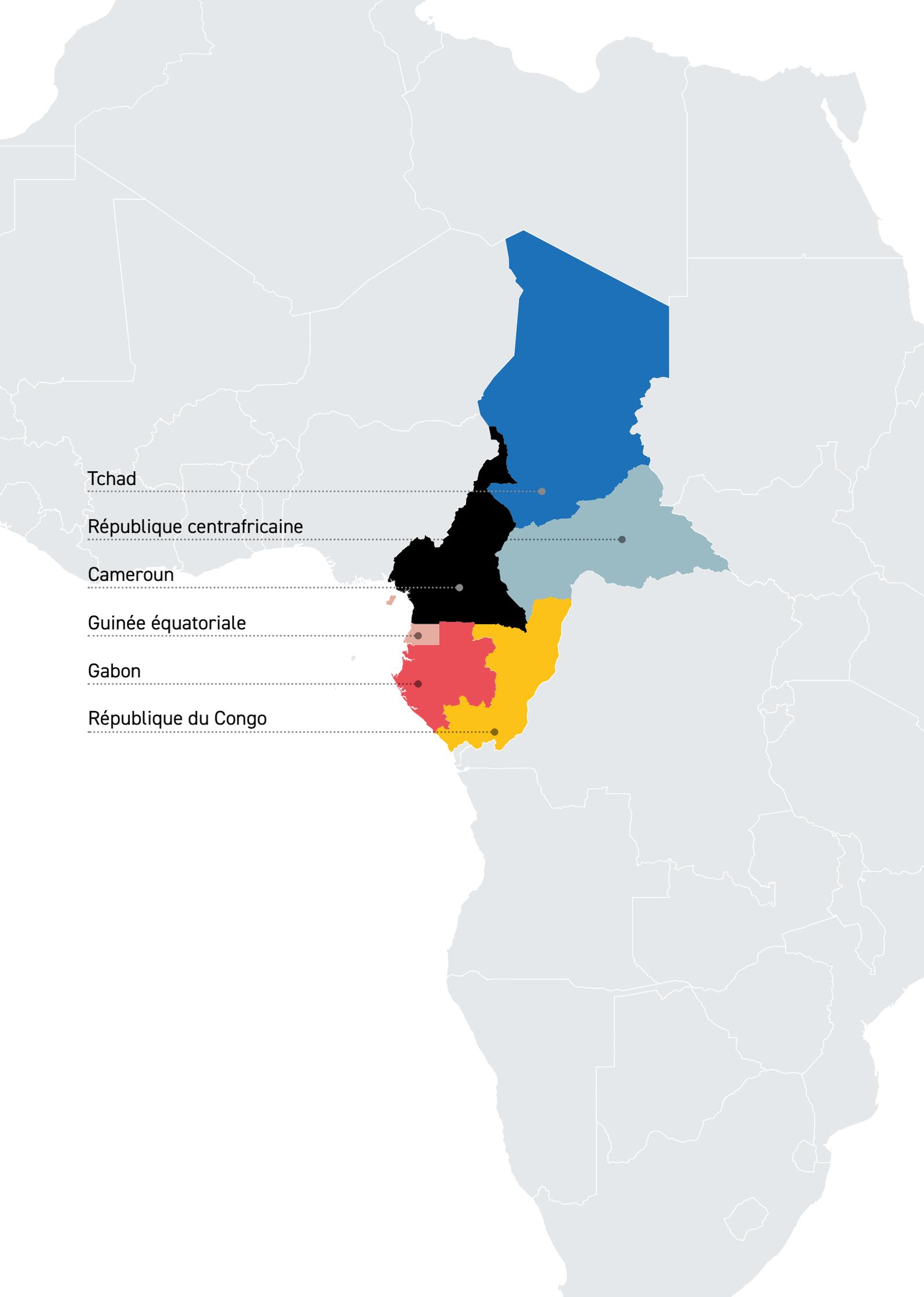
**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**  
Macroéconomie, Commerce et Investissement

# Baromètre économique de la **CEMAC**

Décembre 2023

**2023**

**VOL. 5**



Tchad

République centrafricaine

Cameroun

Guinée équatoriale

Gabon

République du Congo



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**  
Macroéconomie, Commerce et Investissement

# Baromètre économique de la **CEMAC**<sup>1</sup>

Décembre 2023

*Le Baromètre économique de la CEMAC est une publication de la Banque mondiale qui présente un aperçu des évolutions récentes et des perspectives économiques, suivi d'un bref diagnostic de chacun des pays. Cette édition du Baromètre économique de la CEMAC comporte également une section thématique dédiée à une discussion des options de politiques que les pays de la CEMAC peuvent mettre à profit pour tirer meilleur parti des futures flambées des prix des matières premières.*

**2023**  
**VOL. 5**

---

<sup>1</sup> Le Baromètre économique de la CEMAC a été préparé par une équipe du Pôle d'expertise en Macroéconomie, Commerce et Investissement co-dirigée par Robert Johann Utz (Économiste en chef et chef d'équipe), Djeneba Doumbia (Économiste et chef d'équipe) et Erick Tjong (Économiste et chef d'équipe) et composée de: Amina Coulibaly (Économiste principale), Vincent Belinga (Économiste principal), Demet Kaya (Économiste principale), Marilyne Youbi (Économiste), Pierre Mandon (Économiste), Diderot Guy D'Estaing Sandjong Tomi (Économiste), Sonia Barbara Ondo Ndong (Économiste), Ferdinand Owoundi Fouda (Économiste), Claudia Noumedem Temgoua (Économiste) et Joana Monteiro Da Mota (ancienne consultante), sous la direction de Cheick Fantamady Kante (Directeur régional des opérations), Sandeep Mahajan (Manager de programmes) et Theo David Thomas (Directeur). L'équipe a bénéficié du soutien d'Irene Sitienei et Ifeoma Clementina Ikenye (Assistants de programme). Le rapport a bénéficié des commentaires de Clelia Rontoyanni (Cheffe de programmes) et de James Cust (Économiste principal). Les informations dans ce baromètre reflètent les informations disponibles au 27 octobre 2023. Veuillez contacter Djeneba Doumbia ([ddoumbia@worldbank.org](mailto:ddoumbia@worldbank.org)) et Erick Tjong ([etjong@worldbank.org](mailto:etjong@worldbank.org)) pour toute question ou commentaire.

# **SECTION**

## **1-**

**Évolutions récentes et  
perspectives économiques  
régionales de la CEMAC**

**Les économies de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont continué à se redresser en 2022, soutenues par la hausse des cours du pétrole et l'amélioration des termes de l'échange d'autres produits d'exportation.**

L'économie de la CEMAC dans son ensemble a connu une croissance moyenne d'environ 3,0 pour cent (0,4 pour cent par habitant) en 2022. Toutefois, celle-ci devrait légèrement décélérer en 2023 pour atteindre un taux moyen de 2,5 pour cent (0,0 pour cent par habitant). En 2022, le rythme de croissance à travers la région est resté variable, allant de 3,8 pour cent au Cameroun à 0,5 pour cent en République centrafricaine (RCA). Le Cameroun est le pays de la CEMAC qui présente la croissance la plus rapide depuis 2020, croissance liée à la bonne performance des secteurs de l'agro-industrie et des services. À l'autre extrémité du spectre, en Guinée équatoriale, après la croissance positive observée en 2022 (3,1 pour cent), l'économie devrait se contracter de 2,5 pour cent en 2023 à la suite de la baisse de la production d'hydrocarbures et de l'affaiblissement de la demande intérieure.

**Les situations budgétaire et extérieure de la CEMAC se sont améliorées en 2022 dans un contexte de hausse des cours du pétrole, mais la dépendance de l'économie régionale envers le pétrole et d'autres industries extractives l'expose à la volatilité des marchés des matières premières.**

Les soldes budgétaires dans l'ensemble des pays de la CEMAC se sont améliorés, devenant excédentaires de l'équivalent de 3,2 pour cent du PIB en 2022 alors qu'ils étaient déficitaires de l'équivalent de 1,4 pour cent l'année précédente. L'augmentation des recettes d'exportation de pétrole et des termes de l'échange favorables pour les autres produits d'exportation ont également eu un impact positif sur le solde du compte courant

de la région, qui s'est amélioré de -1,3 pour cent du PIB en 2021 à 1,9 pour cent en 2022. Cependant, l'économie de la CEMAC reste largement dépendante des hydrocarbures et d'autres industries extractives. En 2022, les hydrocarbures représentaient plus de la moitié des recettes publiques totales de la CEMAC, ce qui témoigne de l'exposition de la situation budgétaire à la volatilité des cours des matières premières. Le Cameroun, le pays de la CEMAC le moins dépendant du pétrole, celui-ci ne représentant que 21 pour cent de ses recettes, est celui qui a enregistré les taux de croissance les plus élevés au cours des dernières années. À l'inverse, la Guinée équatoriale, pays dont les recettes proviennent à 91 pour cent du secteur des hydrocarbures, a connu la croissance la plus faible dans la région.

**Les pays de la CEMAC ont pris des mesures pour maîtriser les dépenses publiques et la dette, mais les subventions aux carburants créent une lourde charge pour l'équilibre budgétaire.**

Les dépenses publiques globales dans l'ensemble de la CEMAC ont été contenues et la dette publique est en baisse depuis les perturbations des finances publiques causées par la crise liée à la Covid-19 en 2020. Dans tous les pays, à l'exception de la République du Congo, la dette était inférieure à l'objectif de convergence régional de 70 pour cent du PIB en 2022. Cependant, les dépenses publiques en subventions aux carburants dans les pays de la CEMAC ont atteint 1 243 milliards Franc CFA (XAF) en 2022, soit l'équivalent d'environ 1,8 pour cent du PIB de la région. Le coût budgétaire des subventions variait de 0,5 pour cent du PIB en RCA à 3,4 pour cent au Congo.<sup>2</sup> Même si la plupart des pays de la CEMAC se sont lancés dans une réforme des subventions en 2023, la mise en œuvre des réformes n'est pas encore achevée et leur coût budgétaire empêche les économies de la CEMAC

<sup>2</sup> En 2022, le coût budgétaire des subventions aux carburants a atteint 0,7 pour cent du PIB au Gabon, 1,3 pour cent en Guinée équatoriale et 2,8 pour cent au Cameroun. Les données concernant le Tchad pendant cette période ne sont pas disponibles.

de profiter pleinement de la hausse des cours du pétrole pour reconstituer leurs réserves budgétaires et extérieures, ou élargir leurs programmes de protection sociale et autres investissements nécessaires pour parvenir à une réduction plus significative de la pauvreté.

**Malgré les mesures prises par la banque centrale régionale pour contenir les pressions inflationnistes, la hausse du coût de la vie continue d'affecter les populations dans l'ensemble des pays de la CEMAC.**

En 2022 et en 2023, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a continué à resserrer sa politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes et appuyer le régime de change. Elle a relevé le taux directeur de 50 points de base supplémentaires en mars 2023 pour le porter à 5,0 pour cent, soit une augmentation cumulée de 175 points de base depuis novembre 2021. En outre, la BEAC a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidités en mars 2023, après les avoir progressivement réduites depuis juin 2021. Alors que le taux de change effectif réel (TCER) des pays de la CEMAC a connu une dépréciation entre 2021 et 2022, il est en hausse depuis la fin de l'année 2022 dans la plupart des pays de la CEMAC à cause de l'augmentation du taux d'inflation dans la région. Cette situation est indicatrice d'une détérioration de la compétitivité des prix, étant donné que la monnaie régionale – le franc CFA (XAF) – s'est appréciée en termes effectifs réels par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux.<sup>3</sup> L'amélioration des termes de l'échange a aidé à constituer des réserves de change brutes, dont la valeur a atteint 6 851 milliards XAF à la fin de l'année 2022, soit l'équivalent de 4,1 mois d'importations (contre 4 969 milliards XAF en fin 2021). En juillet 2023, les réserves de change brutes de la région ont encore augmenté, atteignant 6 906 milliards XAF.

**La hausse des prix à la consommation continue d'affecter la sécurité alimentaire et les conditions de vie en Afrique centrale, où les niveaux de pauvreté restent élevés.**

Les perturbations du commerce mondial déclenchées par la longue période de guerre suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie continuent d'affecter le niveau des prix, d'autant plus que de nombreux pays de la CEMAC sont fortement dépendants des importations de produits alimentaires. Au premier semestre 2023, l'inflation moyenne dans la CEMAC a été de 6,9 pour cent, contre 6,1 pour cent au cours des six mois précédents, restant supérieure à l'objectif régional de 3 pour cent. Par ailleurs, au cours des six premiers mois de l'année 2023, le taux moyen d'inflation des prix des produits alimentaires dans la CEMAC était de 9,6 pour cent. La hausse du coût de la vie, notamment en ce qui concerne les prix des denrées alimentaires, a un impact négatif sur les ménages, en particulier les plus vulnérables. Les niveaux de pauvreté restent élevés et largement stagnants dans l'ensemble de la CEMAC à cause de la faible croissance économique, combinée à une croissance démographique plus rapide. En 2021 et en 2022, environ 31,1 pour cent de la population de la région vivait avec moins de 2,15 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2017), montant qui correspond au seuil de pauvreté international. Les taux de pauvreté varient considérablement, allant de 2,4 pour cent au Gabon à 65,5 pour cent en RCA. Les politiques budgétaires des pays de la CEMAC, qui se caractérisent par des systèmes fiscaux régressifs dépendant principalement des impôts indirects combinés à de faibles dépenses sociales, sont moins propices à la réduction de la pauvreté ou à l'amélioration des résultats en matière de développement du capital humain que les économies d'autres pays appartenant à leurs groupes de revenus respectifs.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> La baisse du taux de change effectif réel (TCER) d'un pays signifie que la monnaie du pays a connu une dépréciation par rapport au panier de devises de ses partenaires commerciaux, tandis qu'une augmentation du TCER indique une appréciation.

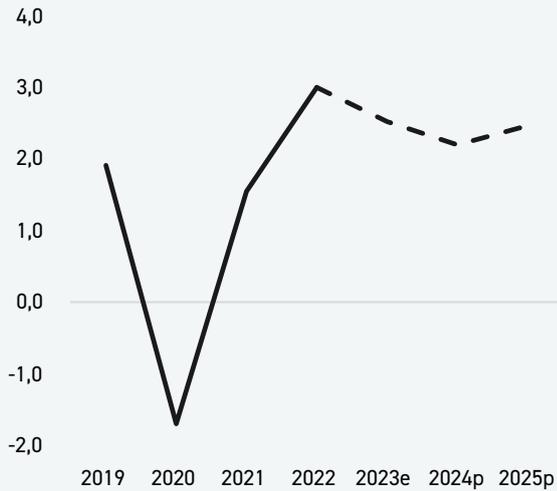
<sup>4</sup> Les données sur la pauvreté pour la Guinée équatoriale n'étaient pas disponibles en octobre 2023 ; cependant, une enquête nationale auprès des ménages est en cours.

**Les perspectives économiques de la CEMAC sont modérément positives mais soumises à des risques importants.** À moyen terme, la croissance économique devrait légèrement ralentir, avec une croissance moyenne du PIB réel qui devrait être de 2,3 pour cent sur la période 2024-2025. À l'exception de la Guinée équatoriale, où la production d'hydrocarbures devrait baisser à cause de la maturation des gisements pétroliers, l'activité économique dans tous les pays de la CEMAC devrait se développer. Les risques auxquels les perspectives régionales sont exposées sont significatifs. Les pressions inflationnistes, notamment celles sur les prix des produits alimentaires, risquent d'exacerber l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les tensions sociales en l'absence de politiques bien ciblées. Même si les cours des matières premières devraient rester supérieurs à la moyenne des cinq dernières années, une baisse plus rapide que prévue des cours du pétrole aurait un impact négatif sur les recettes d'exportation de la CEMAC et, par conséquent, sur les soldes budgétaires et extérieurs des pays. D'un autre côté, une prolongation du conflit au Moyen-Orient pourrait entraîner une hausse des cours du pétrole. Une telle hausse favoriserait les recettes pétrolières et les exportations de la CEMAC mais, en l'absence de réforme des subventions aux carburants, elle alourdirait la pression budgétaire exercée par les subventions aux carburants. En outre, le resserrement des conditions financières au niveau mondial sur une longue période entraînerait une augmentation du service de la dette, réduisant l'espace budgétaire et sapant la croissance économique. Un affaiblissement de la demande de la Chine ou d'autres destinations d'exportation majeures pourrait également avoir un impact négatif sur les perspectives économiques de la région. Les autres risques comprennent une plus grande instabilité politique, une détérioration des conditions de sécurité dans des régions de certains pays tels que la RCA et le Cameroun, un ralentissement de la mise en œuvre des réformes et les chocs climatiques.

**Compte tenu des perspectives de croissance modérées de la CEMAC et des nombreux risques auxquels elles sont exposées, des réformes structurelles s'avèrent nécessaires pour réaliser les aspirations de développement et améliorer le niveau de vie dans la région.** Les riches ressources naturelles de l'Afrique centrale représentent un énorme potentiel de stimulation de la croissance future de la région. En même temps, la diversification économique reste un défi majeur en matière de développement. Certains pays mènent des politiques visant à diversifier leur économie au-delà des secteurs pétroliers et gaziers en promouvant l'agriculture, l'industrie et l'entrepreneuriat locaux. Les réformes visant à faciliter le commerce intrarégional, telles que l'amélioration de la coopération en matière de contrôles aux frontières et des pratiques commerciales, et la réduction des barrières réglementaires, pourraient grandement bénéficier aux économies de l'Afrique centrale. Dans le cadre de la section thématique (thème spécial) de ce Baromètre économique, des recommandations sont faites pour maximiser les gains économiques et les avantages sociaux tirés des richesses naturelles de la CEMAC. L'amélioration de la qualité et de l'efficacité des institutions et des investissements publics dans les infrastructures, et l'orientation des dépenses sur la santé, l'éducation et les compétences professionnelles, et d'autres services publics, permettraient de parvenir à une trajectoire de croissance plus résiliente, inclusive et diversifiée.

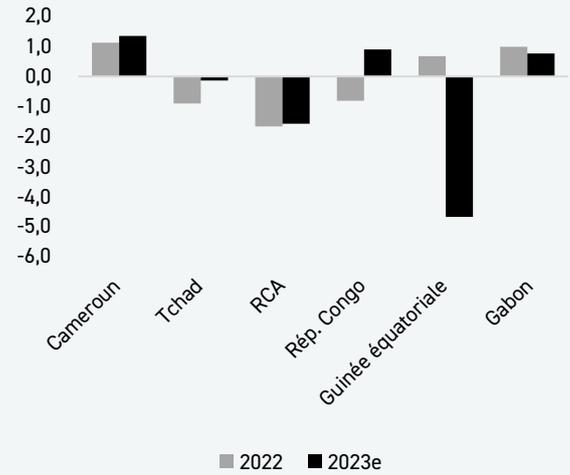
La croissance économique dans la région CEMAC est en train de se remettre de la crise liée à la Covid-19, avec un PIB réel qui devrait croître de 2,5 pour cent en 2023...

Figure 1. Croissance du PIB réel dans les pays de la CEMAC, 2019-2025



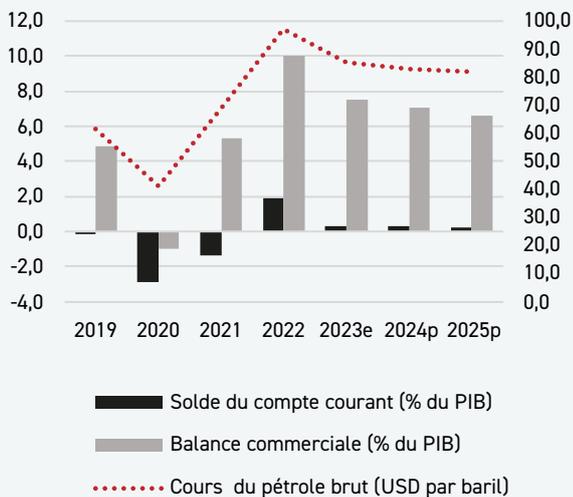
...ce qui devrait engendrer des gains modérés de PIB par habitant dans certains pays.

Figure 2. Croissance du PIB réel par habitant dans les pays de la CEMAC, 2022-2023



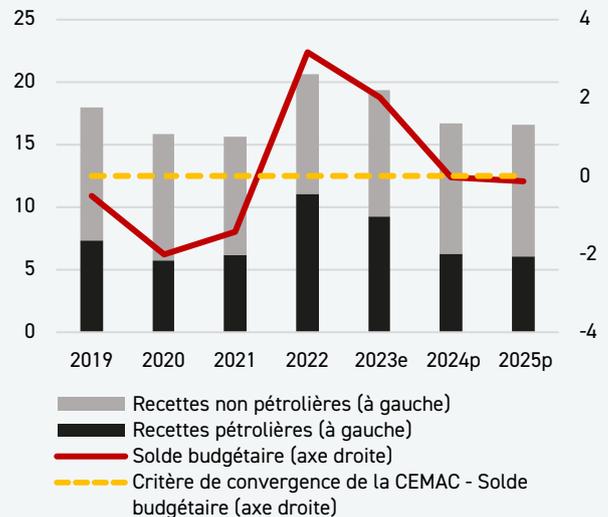
La situation extérieure de la région s'est améliorée grâce à la hausse des prix des matières premières.

Figure 3. Cours du pétrole (à droite) et situation extérieure dans la CEMAC (à gauche), 2019-2025



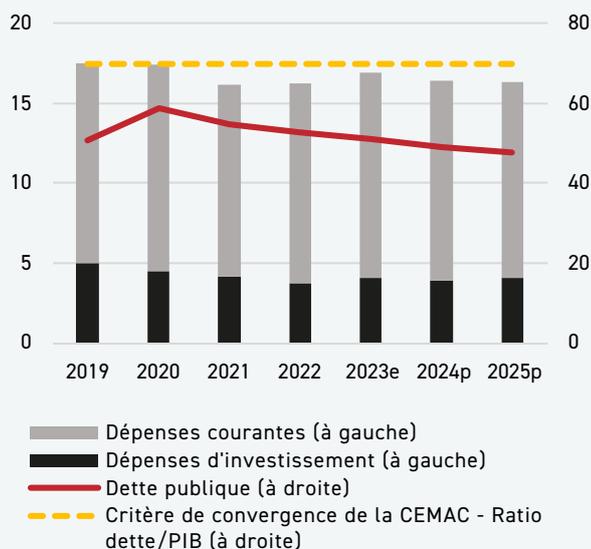
La hausse des cours du pétrole a également renforcé la situation budgétaire de la CEMAC...

Figure 4. Solde budgétaire et recettes dans la CEMAC (% du PIB), 2019-2025



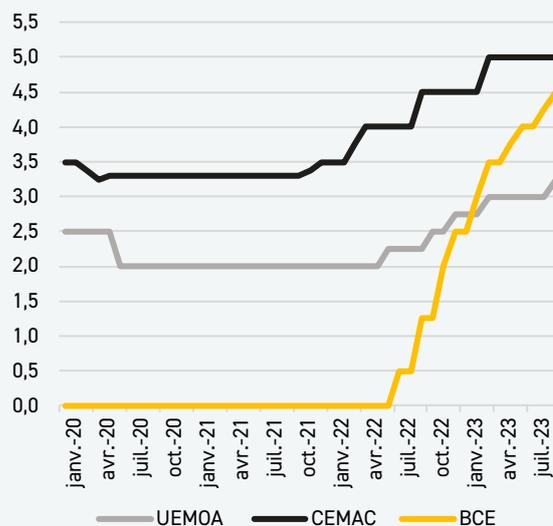
...et la dette publique, exprimée en pourcentage du PIB, a diminué grâce à la croissance et aux efforts visant à maîtriser les dépenses publiques.

Figure 5. Dette et dépenses publiques dans la CEMAC (% du PIB), 2019-2025



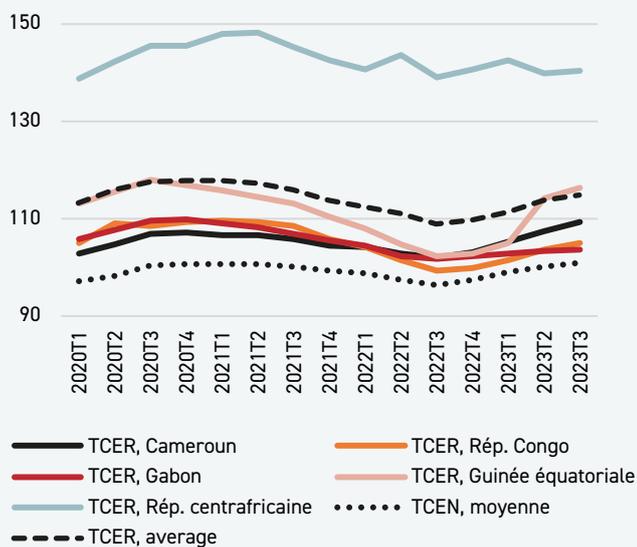
En matière de politique monétaire, la BEAC a intensifié ses efforts visant à contenir l'inflation et à soutenir l'ancrage du taux de change.

Figure 6. Évolution des taux directeurs en Afrique de l'Ouest et centrale et dans l'UE, 2020-2023



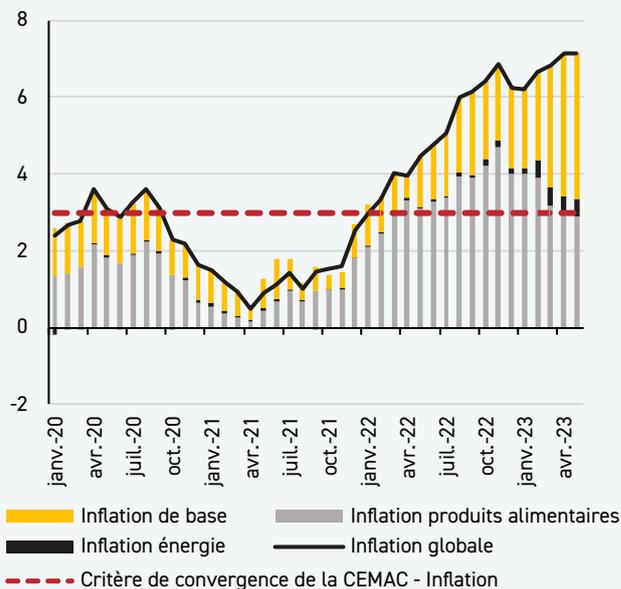
Néanmoins, le taux de change effectif réel des pays de la CEMAC a augmenté au cours de l'année écoulée, reflétant l'appréciation du franc CFA par rapport au panier de devises des partenaires commerciaux.

Figure 7. CEMAC : Taux de change effectif réel et nominal USD-XAF, 2020-2023



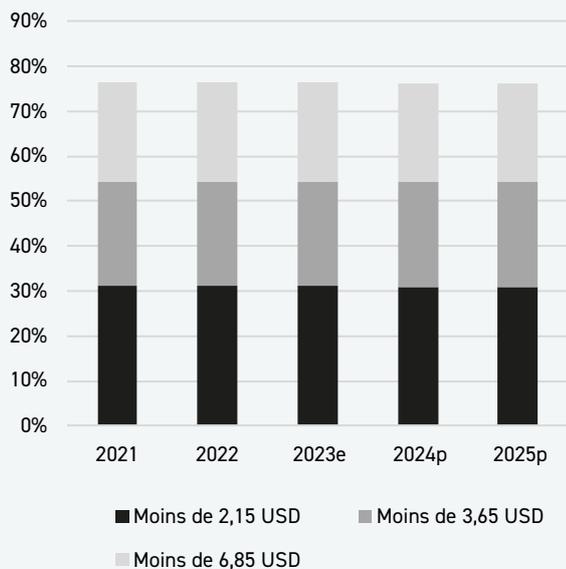
La hausse du coût de la vie, et en particulier celle des prix des produits alimentaires, continue d'affecter le pouvoir d'achat des ménages dans les pays de la CEMAC.

Figure 8. Inflation moyenne dans la CEMAC (pourcentage), 2020-2023



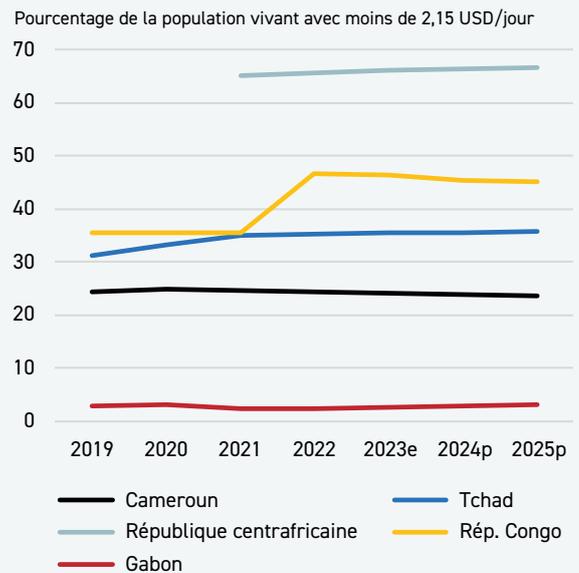
... affectant les plus vulnérables dans une région où près d'une personne sur trois vit encore avec moins de 2,15 USD par jour.

Figure 9. Personnes vivant dans la pauvreté dans la CEMAC (% pop. totale), 2021-2025



La persistance de la pauvreté met en évidence la nécessité de réformes visant à stimuler le commerce, à créer davantage d'emplois et à renforcer les politiques sociales afin de protéger les moyens de subsistance de la population.

Figure 10. Taux de pauvreté dans la CEMAC, 2019-2025



Sources : Autorités nationales, Bruegel et calculs du personnel de la Banque mondiale.

Remarques : Les données sur la pauvreté ne sont pas disponibles pour tous les pays et toutes les périodes, et elles sont basées sur des estimations rapides et des prévisions fondées sur des données réelles issues des enquêtes nationales auprès des ménages pour le Cameroun (2014), la République centrafricaine (2021), le Tchad (2018), le Congo (2011) et le Gabon (2017). Les projections concernant le Gabon ont été établies avant le coup d'État d'août 2023.

# SECTION

## 2—

### Evolution récente et perspectives économiques par pays<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Cette section est basée sur les Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté pour les six pays de la CEMAC, publiées par la Banque mondiale lors des Assemblées annuelles de 2023. Ces publications offrent un aperçu des développements récents, des prévisions des principales variables macroéconomiques et de la pauvreté au cours de la période 2023-2025, et présentent une discussion des défis critiques à la croissance économique, à la stabilité macroéconomique et à la réduction de la pauvreté pour chaque pays. Les Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté pour les 147 pays couverts sont publiées deux fois par an pour les Assemblées de printemps et annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les publications pour l'Afrique subsaharienne peuvent être consultées à travers le lien suivant : [https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo\\_ssa](https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo_ssa).

# Cameroun

Tableau / Cameroun	2022
Population, millions	27,9
PIB, milliards USD courants	42,1
PIB par habitant, USD courant	1506,7
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) <sup>a</sup>	25,7
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) <sup>a</sup>	47,0
Taux de de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) <sup>a</sup>	74,8
Coefficient de Gini <sup>a</sup>	46,6
Taux de scolarisation, primaire (% brut) <sup>b</sup>	105,7
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	60,3
Émissions totales de GES (mtCO2e)	127,2

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté et données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2021), PPA de 2017.

(b) Valeur la plus récente pour la scolarisation (2017) ; Espérance de vie (2021)

*L'économie du Cameroun entame une modeste reprise économique. Les progrès en matière de réduction de la pauvreté restent toutefois peu importants à cause de la faiblesse de la croissance économique par habitant, un Camerounais sur quatre vivant en dessous du seuil de pauvreté international (2,15 USD en parité de pouvoir d'achat par jour). Les perspectives économiques du Cameroun devraient rester modérément favorables sur le moyen terme, mais elles sont soumises à des risques nettement baissiers.*

### Contexte et défis

Le Cameroun est la plus grande économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), représentant plus de 40 pour cent du PIB de la région et plus de 60 pour cent des réserves de change régionales. L'économie camerounaise est également plus diversifiée que celle des autres pays de la CEMAC, avec un secteur pétrolier et gazier qui ne représentait que 4 pour cent du PIB du pays et 15 pour cent de ses recettes fiscales en 2022.

Les pressions dues à l'endettement du Cameroun se sont intensifiées, appelant à des politiques budgétaires prudentes et à une meilleure gestion de la dette. Le modèle de développement actuel, tiré par le secteur public, semble s'essouffler et n'est pas en mesure de répondre à l'ambition du Cameroun de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030, au vu de la persistance de défis en termes d'indicateurs de gouvernance, d'amélioration du capital humain et de l'environnement des affaires, alors que la menace du changement climatique gagne en ampleur.

La réduction de la pauvreté reste faible à cause de la lenteur de la croissance économique. Un Camerounais sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté international de 2,15 USD en PPA par jour, et le taux d'incidence de la pauvreté devrait avoir diminué de seulement 0,6 point de pourcentage entre 2020 et 2023. Combinée à une croissance démographique rapide, cette tendance implique que le nombre absolu de Camerounais vivant dans la pauvreté est en hausse. Les inégalités restent également fortes, avec un coefficient de Gini de 46,6 et de grandes disparités de niveau de vie entre les régions, et entre les milieux urbain et rural.

Six des dix régions du Cameroun sont affectées par des conflits, y compris les débordements des conflits sévissant dans les pays voisins. En outre, le changement climatique constitue une menace importante pour le pays parce qu'il présente une forte dépendance aux ressources naturelles et parce que les moyens de subsistance de plus de 70 pour cent de la main-d'œuvre se trouvent dans l'agriculture.

### Évolutions récentes

La reprise économique du Cameroun s'est poursuivie en 2022 avec une croissance du PIB réel estimée à 3,8 pour cent, malgré des vents contraires extérieurs, tels que la hausse des prix des importations et le resserrement conditions financières internationales. La croissance a principalement été soutenue par les secteurs de l'agro-industrie et des services. L'inflation se situait à 6,3 pour cent en glissement annuel à la fin de l'année 2022, contre 3,5 pour cent à la fin de l'année 2021. Tirée par les prix des produits alimentaires qui ont bondi de 13,7 pour cent, l'inflation a, en moyenne, atteint 7,5 pour cent en glissement annuel à la fin du mois de mai 2023. Le déficit du compte

courant s'est réduit, passant de 3,7 pour cent du PIB en 2021 à 3,2 pour cent en 2022, reflétant la hausse des prix des exportations de pétrole.

La BEAC a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes et soutenir la viabilité extérieure du régime de change. Elle a relevé le taux directeur de 50 points de base en mars 2023 pour le porter à 5,0 pour cent, soit une augmentation cumulée de 175 points de base depuis novembre 2021. En outre, en mars 2023, elle a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidités après les avoir progressivement réduites depuis juin 2021.

Depuis le début de l'année 2023, la situation budgétaire du Cameroun s'est améliorée grâce à la hausse des recettes pétrolières et à la réduction des subventions aux carburants et autres dépenses. Les recettes fiscales non pétrolières ont légèrement augmenté au cours du premier semestre 2023, tirées par l'impôt sur les sociétés et les recettes de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cependant, les subventions aux carburants impayées de 2022, d'un montant de 330 milliards XAF (1,1 pour cent du PIB), ont été reportées au budget 2023, ce qui porte le montant des dépenses totales en subventions aux carburants à l'équivalent de 1,5 pour cent du PIB, contre 3 pour cent en 2022. Les réformes récentes, notamment la révision à la hausse des prix à la pompe des carburants à compter de février 2023, ont créé de l'espace budgétaire et ont amélioré les perspectives de croissance inclusive, mais pourraient provoquer des pressions inflationnistes. Suivant les simulations effectuées, la réduction des subventions aux carburants et la hausse des prix des carburants qui en résulte pourraient temporairement faire augmenter l'incidence de la pauvreté d'un point de pourcentage sur le court terme. Pour amortir l'effet de ces réformes, des exonérations et des abattements fiscaux ont été accordés à certains groupes, tel que les agriculteurs. L'État a relevé le salaire minimum légal et les salaires du secteur public, mais il se peut que cela n'ait pas d'impact significatif sur la pauvreté étant donné que la plupart des travailleurs pauvres exercent des emplois informels. Pour réduire la pauvreté, les économies budgétaires devraient être canalisées vers une protection sociale ciblant les pauvres et les vulnérables. Malgré l'amélioration de sa performance budgétaire, le Cameroun reste exposé à un risque élevé de surendettement, comme l'indique la dernière analyse de viabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

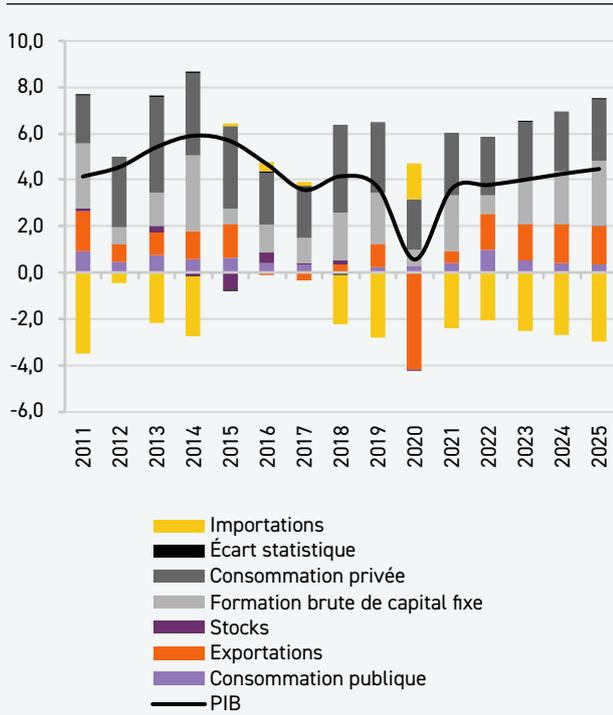
Le secteur financier du Cameroun exhibe certaines vulnérabilités du fait de la persistance des prêts non performants (13 pour cent des créances brutes) et de sa forte exposition à la dette souveraine (35 pour cent de l'actif). Néanmoins, les indicateurs de solidité financière se sont légèrement améliorés en 2022. Le crédit intérieur au secteur privé a augmenté de 13,6 pour cent fin 2022, contre une hausse de 12,0 pour cent fin 2021.

## Perspectives

Les perspectives économiques du Cameroun sont modérément favorables sur le moyen terme mais restent fragiles. La croissance du PIB réel du Cameroun devrait atteindre 4,3 pour cent en moyenne sur la période 2024-2026, sous-tendue par une activité soutenue dans les secteurs secondaire et tertiaire. La croissance du secteur secondaire devrait être tirée par les industries agroalimentaires, la construction et la reconstruction dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et par la production supplémentaire d'électricité des nouvelles centrales hydroélectriques. Dans le secteur tertiaire, la croissance sera tirée par les télécommunications, les services financiers et l'hôtellerie. L'inflation moyenne devrait se tasser et passer de 5,9 pour cent à la fin de l'année 2023, à 4 pour cent fin 2024 et devrait descendre en dessous de la cible de 3 pour cent sur le moyen terme.

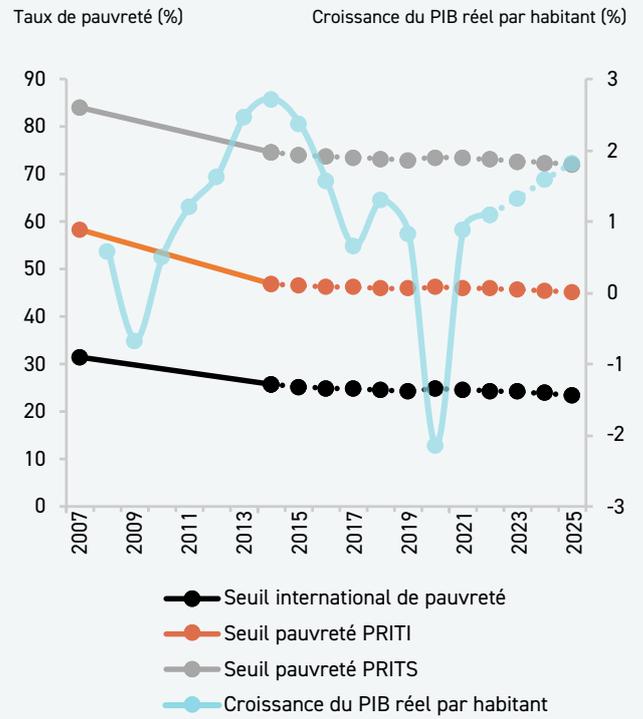
Le déficit du compte courant devrait s'améliorer et se stabiliser autour de 3 pour cent du PIB sur le moyen terme, soutenu par la substitution des importations et les efforts visant à renforcer la compétitivité des exportations. Les exportations de produits transformés devraient graduellement augmenter, en particulier sur le marché régional. La situation budgétaire devrait s'améliorer légèrement grâce à la réduction progressive des subventions aux carburants et à d'autres coupes des dépenses courantes. Le maintien de la reprise économique et les mesures pour améliorer l'administration des recettes publiques devraient appuyer une meilleure mobilisation des recettes en 2023. Le ratio de la dette publique sur le PIB devrait baisser jusqu'à environ 40 pour cent d'ici 2025. Les risques auxquels ces perspectives sont exposées comprennent (i) un plus grand resserrement des restrictions financières aux niveaux mondial et régional, (ii) les impacts négatifs de la guerre en Ukraine sur les marchés des matières premières et financiers, et (iii) la crise sécuritaire persistante dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord. Le resserrement des conditions financières au niveau mondial et régional pourrait alourdir les coûts d'endettement, réduire l'espace budgétaire et affecter les perspectives de croissance du pays. L'augmentation des pressions inflationnistes aurait également un impact négatif sur la consommation des ménages et ralentirait davantage, voire inverserait, la réduction de la pauvreté ; et de nouvelles réductions des subventions aux carburants pourraient entraîner une augmentation de la pauvreté, à moins que des mesures appropriées ne soient mises en place pour atténuer ces impacts sur les personnes vulnérables. Par ailleurs, le passif conditionnel de l'Etat lié à la mise en exploitation du barrage de Nachtigal pourrait coûter environ 150 milliards XAF au budget de l'Etat. Si ces risques se concrétisent, ils entraîneraient un ralentissement de la croissance du PIB, affectant les équilibres budgétaires et extérieurs et le rythme de réduction de la pauvreté. Alors que le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté international devrait légèrement diminuer pour passer de 24,2 pour cent en 2023 à 23,6 pour cent en 2025, le nombre absolu de Camerounais vivant en dessous du seuil de pauvreté devrait augmenter en conséquence de la croissance démographique.

**Figure 1 / Cameroun: Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel**



Source : Banque mondiale.

**Figure 2 / Cameroun: Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Source : Banque mondiale. PRITI : pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS : pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Notes : voir Tableau 2.



**Tableau 2 / Cameroun: Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté**

(changement annuel en pourcentage sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p
<b>Croissance du PIB réel à des prix du marché constants</b>	0,5	3,6	3,8	4,0	4,2	4,5
Consommation privée	3,3	3,9	3,6	3,6	3,7	3,8
Consommation publique	2,3	3,4	7,6	4,1	3,1	2,5
Formation brute de capital fixe	2,4	8,2	2,6	6,4	7,6	8,9
Exportations, biens et services	-21,0	3,2	10,1	9,1	9,3	9,3
Importations biens et services	-5,4	9,0	7,3	8,6	8,8	9,4
<b>Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants</b>	0,5	3,6	3,7	4,0	4,2	4,5
Agriculture	0,1	4,1	4,3	4,7	5,0	5,6
Industrie	1,3	4,1	4,2	4,5	4,8	5,4
Services	0,3	3,2	3,4	3,5	3,7	3,6
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	2,5	2,5	6,3	5,9	4,0	3,0
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-3,6	-3,7	-3,2	-3,0	-2,8	-2,6
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-3,2	-3,1	-1,8	-0,8	-1,0	-1,0
<b>Recettes (% du PIB)</b>	12,6	13,7	15,5	15,4	15,3	15,6
<b>Dettes (% du PIB)</b>	45,8	47,1	46,3	45,9	44,1	42,9
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-2,3	-2,1	-0,8	0,2	0,0	-0,1
<b>Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	24,8	24,6	24,4	24,2	23,9	23,6
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	46,3	46,1	46,0	45,7	45,5	45,2
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	73,6	73,4	73,1	72,8	72,4	72,0
<b>Augmentation des émissions de GES (mtCO<sub>2e</sub>)</b>	0,4	0,6	1,0	1,1	1,2	1,3
<b>Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)</b>	7,0	7,3	7,6	7,9	8,2	8,6

Source : Banque mondiale, Pôle d'expertise mondiale Pauvreté & Équité et Macroéconomie, Commerce & Investissement. Données sur les émissions obtenues du CAIT et de l'OCDE.

Remarques : e = estimation, p = prévision. Les données sur la pauvreté sont exprimées en PPA de 2017 et non en PPA de 2011 comme dans les éditions précédentes, entraînant des changements majeurs. Voir [pip.worldbank.org](http://pip.worldbank.org)

(a) Calculs basés sur les données de l'EHCVM 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022. Les prévisions concernent la période de 2023 à 2025.

(b) Projection utilisant l'élasticité point par point au niveau régional avec répercussion = 1 basée sur le PIB par habitant exprimé en unités de monnaie locale constantes.

# République Centrafricaine

Tableau 1 / République Centrafricaine	2022
Population, millions	5,6
PIB, milliards USD courants	2,5
PIB par habitant, USD courant	440,8
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) <sup>a</sup>	65,7
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) <sup>a</sup>	85,8
Taux de de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) <sup>a</sup>	96,2
Coefficient de Gini <sup>a</sup>	43,0
Scolarisation, primaire (% brut) <sup>b</sup>	128,1
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	53,9
Émissions totales de GES (mtCO2e)	49,5

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté et données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2021), PPA de 2017.

(b) WDI pour la scolarisation (2017) ; Espérance de vie (2021)

*Avec une croissance de seulement 0,5 pour cent, l'année 2022 a été la troisième année de stagnation économique et de baisse des revenus par habitant en République centrafricaine. Malgré la modération des dépenses, le solde budgétaire global est resté nettement déficitaire en 2022, tandis que la faiblesse des fondamentaux économiques et les chocs subis par les cours des matières premières ont continué de peser sur la situation extérieure. Le niveau de pauvreté reste élevé, aggravé par les pressions sur les prix des produits alimentaires et la faible croissance. Les perspectives à moyen terme restent très incertaines.*

### Contexte et défis

La crise liée à la Covid-19 en 2020, l'intensification du conflit armé intérieur au début de l'année 2021 et la guerre en Ukraine en 2022 ont aggravé la fragilité de la République centrafricaine (RCA), ont mis en péril sa stabilité macroéconomique et ont aggravé une situation humanitaire déjà alarmante. La pauvreté reste généralisée et plus de deux tiers de la population vit dans une situation dite d'extrême pauvreté. Disposant d'un espace budgétaire quasi inexistant, le pays continue de dépendre fortement de l'aide internationale pour parvenir à une stabilisation sécuritaire, humanitaire et macroéconomique.

En avril 2023, le FMI a approuvé un programme de trois ans de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour la RCA. L'aide budgétaire d'autres partenaires au développement est actuellement suspendue, entre autres, à cause de préoccupations relatives à la transparence budgétaire, notamment en ce qui concerne les dépenses de sécurité. La RCA est confrontée à d'importantes incertitudes macroéconomiques et politiques, notamment les risques associés à la loi nouvellement promulguée portant sur la tokenisation des terres et des ressources naturelles, et à la levée de la limite du nombre de mandats présidentiels par le biais d'un référendum constitutionnel, autant de mesures qui ont érodé la crédibilité du pays auprès des partenaires internationaux et des bailleurs.

### Évolutions récentes

Faisant suite à la faible performance économique des deux dernières années, le PIB réel de la RCA n'a augmenté que de 0,5 pour cent en 2022, d'après les dernières estimations. L'activité économique a été tirée par la sylviculture, les mines, l'hôtellerie et les télécommunications. La production de bois, qui représente environ la moitié des exportations, a considérablement augmenté, passant de 551 100 mètres cubes en 2021 à 639 000 mètres cubes en 2022, grâce aux nouveaux permis d'aménagement forestier. Le secteur minier, en particulier l'exploitation de l'or et du diamant, a prospéré grâce à la hausse des cours mondiaux. L'amélioration des conditions sécuritaires a stimulé le secteur des services. La croissance a été alimentée par les exportations nettes, mais la consommation privée a souffert de l'inflation. L'absence d'appui budgétaire et les déficits de recettes ont fait baisser les investissements publics de 17,7 pour cent en 2022, ce qui a affecté la formation brute de capital fixe. Au cours du premier semestre 2023, l'activité économique restait affectée par les pénuries persistantes de carburant qui ont perturbé les chaînes commerciales et alimentaires.

En 2022, près de deux tiers de la population (65,5 pour cent) vivait dans l'extrême pauvreté. Le Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix pour la République Centrafricaine et le Cadre d'Engagement Mutuel (RCPCA-CEM) n'ont pas suffi à résoudre les principaux problèmes de réduction de la pauvreté en RCA. Le RCPCA arrivant à terme en décembre 2023, un nouveau plan couvrant la période 2024-2026

est en cours de préparation. Cependant, les projections obtenues par micro-simulation, combinant les prévisions de croissance sectorielle du PIB avec les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), indiquent que l'incidence de la pauvreté ne devrait guère évoluer au cours des cinq prochaines années.

La BEAC a continué de resserrer sa politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes et appuyer la viabilité extérieure du régime de change. Elle a relevé le taux directeur de 50 points de base en mars 2023 pour le porter à 5,0 pour cent, soit une augmentation cumulée de 175 points de base depuis novembre 2021. En outre, en mars 2023, elle a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidités après les avoir progressivement réduites depuis juin 2021. Même si les indicateurs agrégés de solidité financière sont globalement restés adéquats en 2022 pour la RCA, les indicateurs de liquidité se sont détériorés depuis la fin de l'année 2021, tandis que le niveau des prêts non performants (PNP) est resté élevé. En dépit d'une amélioration en 2022, le solde budgétaire global est resté structurellement déficitaire. Le ralentissement économique et les pénuries de carburant ont réduit la valeur des recettes intérieures recouvrées de l'équivalent de 8,8 pour cent du PIB en 2021 à 7,8 pour cent en 2022. Les autorités ont procédé à un ajustement partiel de 9,5 milliards XAF (0,6 pour cent du PIB) des dépenses intérieures non prioritaires pour combler le déficit de recettes. À la fin de l'année 2022, le Trésor avait épuisé presque tout son solde de trésorerie, après avoir utilisé l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) de 50,5 milliards XAF de la RCA pour 2021 et levé un financement intérieur de 46,1 milliards XAF (équivalent de 74,9 millions USD ou 3,0 pour cent du PIB). La dette publique a atteint l'équivalent de 51,8 pour cent du PIB en 2022, principalement à cause de l'utilisation de la dernière tranche de l'allocation de DTS, de l'émission d'obligations intérieures nettes et de la dépréciation du franc CFA par rapport au dollar américain. Au cours du premier semestre 2023, le gouvernement a encore resserré son orientation budgétaire de manière à réduire le déficit budgétaire primaire intérieur de 0,9 pour cent du PIB, en cohérence avec le faible éventail d'options de financement disponible. Le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 13,2 pour cent du PIB en 2022, soit la troisième année successive d'augmentation, principalement à cause d'une détérioration de 9,4 pour cent des termes de l'échange.

### **Perspectives**

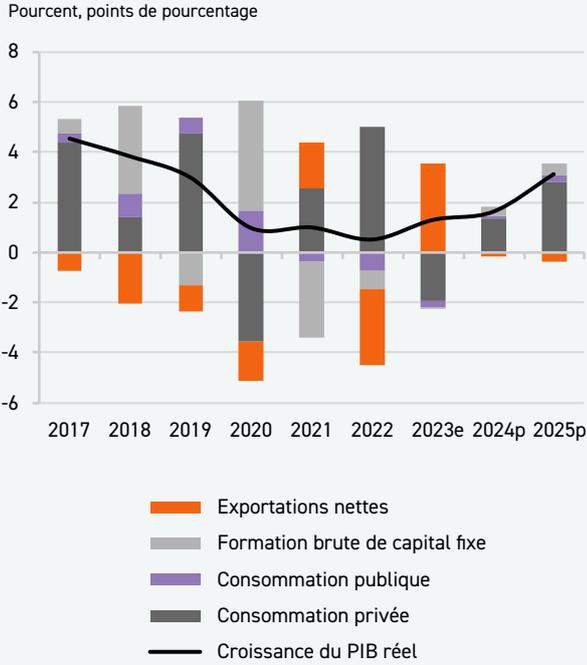
Les perspectives à moyen terme sont très incertaines. La croissance du PIB réel devrait rebondir à 1,3 pour cent en 2023, avant de s'établir à une moyenne de 2,4 pour cent entre 2024 et 2025, en partie sous l'effet de base et sous réserve de la reprise de l'appui budgétaire et de la mise en œuvre d'ajustements politiques ouvrant la voie à une amélioration de l'approvisionnement en carburant. L'inflation devrait rester supérieure au plafond de 3 pour cent de la CEMAC en 2023, avant de retomber sous ce seuil de 3 pour cent sur le moyen terme. Le niveau de pauvreté devrait rester élevé à cause de la stagnation des revenus par habitant, du niveau relativement

élevé des prix des produits alimentaires et de la faiblesse de la reprise économique. Le solde budgétaire global devrait rester déficitaire sur le moyen terme à cause de l'augmentation prévue des investissements publics visant à répondre aux besoins sociaux d'urgence. La RCA devrait rester exposée à un risque élevé de surendettement extérieur et de surendettement global, même si la dette publique devrait rester soutenable.

Le solde du compte courant devrait s'améliorer mais rester déficitaire. La balance des paiements devrait présenter un déficit de financement équivalant à environ 3,5 à 4,5 pour cent du PIB par an sur le moyen terme. Ce déficit de financement devrait être comblé par un financement provisoire du marché régional, des décaissements au titre du programme de la FEC et d'éventuels décaissements d'appui budgétaire par d'autres partenaires extérieurs.

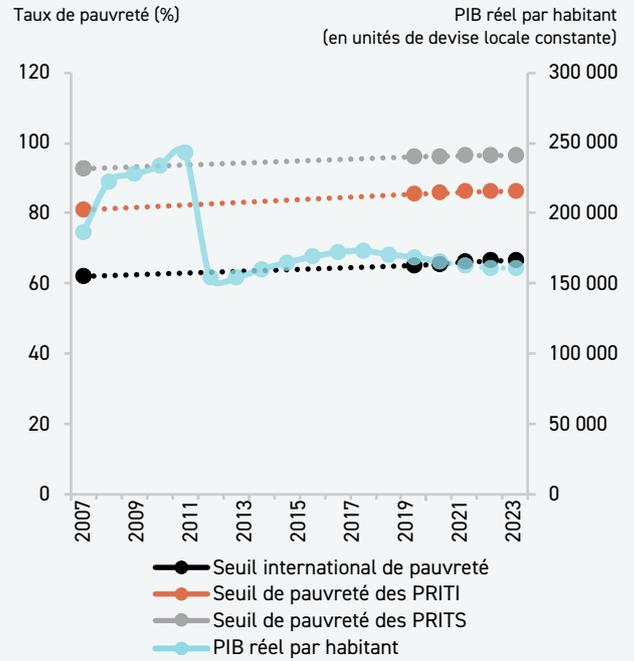
Les risques auxquels les perspectives sont exposées restent baissiers. Les facteurs de pression comprennent : (i) le manquement à abroger ou à amender la loi sur la tokenisation récemment adoptée, qui est susceptible de poser plusieurs risques systémiques pour la stabilité macroéconomique et financière, notamment celui du blanchiment d'argent, et de faire dérailler les perspectives d'investissement direct étranger ; (ii) le manquement à mettre en œuvre une politique audacieuse qui mènerait progressivement à l'adoption d'un mécanisme pérenne d'ajustement des prix pour remédier aux pénuries d'approvisionnement en carburant et réaliser les objectifs de mobilisation des recettes intérieures, qui freinerait la croissance économique et creuserait le déficit budgétaire global ; (iii) l'incapacité à mobiliser l'appui concessionnel des bailleurs ; (iv) l'inversion des gains en matière de sécurité ; et (v) un resserrement plus grand que prévu des conditions financières régionales et mondiales, qui augmenterait les coûts du service de la dette et les risques de refinancement de la dette. Si ces risques se concrétisent, la RCA pourrait sombrer dans une crise toujours plus profonde qui pourrait priver le gouvernement des liquidités dont il a besoin pour payer les salaires et assurer le service de la dette.

**Figure 1 / République centrafricaine : Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel**



Source: Banque mondiale.

**Figure 2 / République centrafricaine : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Source : Banque mondiale. PRITI : pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS : pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Notes : voir Tableau 2.

**Tableau 2 / République centrafricaine : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté**

(changement annuel en pourcentage sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p
<b>Croissance du PIB réel à des prix du marché constants</b>	1,0	1,0	0,5	1,3	1,6	3,1
Consommation privée	-3,7	2,8	5,4	-2,0	1,4	3,0
Consommation publique	20,6	-3,8	-8,4	-2,7	1,4	3,2
Formation brute de capital fixe	30,0	-15,9	-4,6	-0,5	2,2	3,1
Exportations, biens et services	-10,5	-4,3	-6,5	6,9	3,6	3,6
Importations biens et services	-0,3	-7,2	7,0	-8,1	2,2	2,9
<b>Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants</b>	1,0	1,0	0,5	1,3	1,6	3,1
Agriculture	5,0	2,9	1,8	3,0	2,4	2,4
Industrie	0,6	-0,4	-1,5	-0,2	0,1	0,3
Services	-1,9	0,1	0,4	0,6	1,7	5,1
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	0,9	4,3	5,8	6,5	3,2	2,8
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-8,5	-10,6	-13,2	-8,4	-7,3	-7,5
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-3,4	-6,0	-5,5	-6,4	-6,6	-6,5
<b>Recettes (% du PIB)</b>	21,8	13,7	12,2	11,4	11,4	11,6
<b>Dettes (% du PIB)</b>	43,4	47,6	51,8	50,0	50,7	50,9
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-3,1	-5,7	-5,1	-5,9	-5,9	-5,7
<b>Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	-	65,1	65,5	66,1	66,4	66,6
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	-	85,5	85,7	86,1	86,3	86,3
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	-	96,1	96,2	96,4	96,4	96,4
<b>Augmentation des émissions de GES (mtCO<sub>2</sub>e)</b>	4,0	2,5	-0,3	1,9	1,7	1,6
<b>Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)</b>	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5

Source : Banque mondiale, Pôle d'expertise mondiale Pauvreté & Équité et Macroéconomie, Commerce & Investissement. Données sur les émissions obtenues du CAIT et de l'OCDE.

Remarques : e = estimation, p = prévision.

(a) Calculs basés sur les données de l'EHCVM 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022. Les prévisions concernent la période de 2023 à 2025.

(b) Les projections ont été effectuées à l'aide de la méthodologie de la micro-simulation.

# Tchad



Tableau 1 / Tchad	2022
Population, millions	17,7
PIB, milliards USD courants	12,7
PIB par habitant, USD courant	716,8
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) <sup>a</sup>	30,9
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) <sup>a</sup>	64,6
Taux de de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) <sup>a</sup>	89,4
Coefficient de Gini <sup>a</sup>	37,5
Taux Scolarisation, primaire (% brut) <sup>b</sup>	93,7
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	52,5
Émissions totales de GES (mtCO2e)	115,3

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté et données officielles.

a/ Valeur la plus récente (2014), PPA de 2017.

b/ Valeur la plus récente de WDI (2021)

*La guerre au Soudan a plusieurs impacts négatifs significatifs sur le Tchad, notamment un afflux massif de réfugiés, des perturbations des échanges et l'insécurité. Le PIB réel devrait croître de 3 pour cent (-0,2 pour cent par habitant) en raison de l'augmentation de la production pétrolière et du niveau élevé de ses cours, mais l'inflation pourrait atteindre 13,2 pour cent, ce qui aggraverait l'insécurité alimentaire et augmenterait le taux de pauvreté à 35,4 pour cent. Les risques à la baisse sur le moyen terme comprennent l'instabilité politique et régionale, l'insécurité, et les chocs climatiques.*



Credits: Ken Doerr - CC BY 2.0

### Contexte et défis

La croissance économique du Tchad a été faible et volatile, reflétant le manque de diversification économique et la dépendance du pays vis-à-vis du secteur pétrolier qui représente environ 85 pour cent de ses exportations et 56 pour cent de ses recettes fiscales. Le Tchad fait également partie des pays les plus vulnérables au changement climatique. Le secteur agricole, principal secteur d'emploi, a souvent été victime des effets négatifs de l'insuffisance des pluies, ainsi que des inondations fréquentes qui, conjuguées aux conflits et aux déplacements, ont conduit à une insécurité alimentaire chronique. En 2022, le Tchad a connu ses pires inondations en 30 ans, ce qui a freiné la croissance et conduit à la déclaration d'un état d'urgence alimentaire national en juin 2022.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à la fin de l'année 2022, le Tchad comptait près d'un million de déplacés involontaires sur son sol, dont 593 000 réfugiés et près de 400 000 déplacés internes. Depuis avril 2023, la guerre au Soudan a provoqué un afflux massif de nouveaux réfugiés, des fermetures de frontières et des perturbations majeures aux échanges. À la fin du mois d'août 2023, 382 000 nouveaux réfugiés avaient fait leur entrée au Tchad. D'après les prévisions du gouvernement, le nombre de nouveaux réfugiés soudanais pourrait atteindre 600 000 d'ici la fin de l'année 2023. En plus des défis humanitaires que cela pose, des impacts économiques sont attendus, notamment une augmentation des dépenses de sécurité, des pénuries de biens et une inflation plus forte.

### Évolutions récentes

L'économie du Tchad devrait connaître une croissance de 3 pour cent du PIB (-0,2 pour cent par habitant) en 2023, après une contraction de 1,2 pour cent du PIB due aux inondations et à l'insécurité en 2022. La croissance du PIB non pétrolier est estimée à 2,2 pour cent en 2023 contre 1,3 pour cent en 2022, grâce à l'augmentation des investissements publics. L'industrie, tirée par le secteur pétrolier, devrait contribuer à la croissance à hauteur de 1,3 point de pourcentage (ppt), suivie par les services (0,9 ppt) et l'agriculture (0,8 ppt). La croissance devrait être essentiellement tirée par la formation brute de capital fixe, principalement l'investissement public, à hauteur d'une contribution de 1,4 point de pourcentage. Malgré la fermeture de la frontière soudanaise, la valeur des exportations devrait augmenter de 0,6 pour cent, grâce aux cours élevés du pétrole et à une augmentation de 6,6 pour cent de la production pétrolière, se traduisant par un excédent du compte courant équivalant à 2,1 pour cent du PIB en 2023.

L'inflation devrait passer de 5,8 pour cent en 2022 à 13,2 pour cent en 2023, avec une inflation des produits alimentaires qui devrait atteindre 13,9 pour cent, principalement à cause des perturbations des échanges liées à la guerre au Soudan, qui ont réduit les approvisionnements et provoqué des pénuries, alors que la demande des réfugiés a augmenté. Cette situation exacerbera l'insécurité alimentaire : environ 1,9 million de personnes (10,4 pour cent de la population) devraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire sévère en juin 2023, d'après les estimations. Le taux de pauvreté extrême (2,15 USD/jour par habitant, parité de pouvoir d'achat de 2017) devrait augmenter de 0,2 point de pourcentage en 2023, atteignant 35,4 pour cent, soit une augmentation de 228 000 personnes pour un total de 6,4 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Les politiques monétaires et de change sont gérées par la Banque centrale régionale (BEAC) qui a maintenu le resserrement des conditions monétaires afin de contenir l'inflation et soutenir le taux de change. En mars 2023, la BEAC a augmenté son taux directeur de 4,5 à 5 pour cent et a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidité, faisant passer le taux du prêt marginal de 6,25 à 6,75 pour cent en mars 2023.

Le Tchad devrait terminer l'année 2023 avec un excédent budgétaire de 3,9 pour cent du PIB, dons compris (avec un déficit budgétaire non pétrolier de 7,8 pour cent). L'excédent reflète un décalage d'un an au niveau de la principale composante de recouvrement des recettes fiscales sur les revenus pétroliers, tandis que la révision à la baisse de la projection de son niveau de 6,1 pour cent d'avant la guerre au Soudan reflète l'augmentation des dépenses en sécurité (9,2 pour cent de plus que le budget initial) et des dépenses humanitaires. La dette publique totale devrait diminuer pour atteindre 44,4 pour cent du PIB d'ici la fin de l'année 2023.

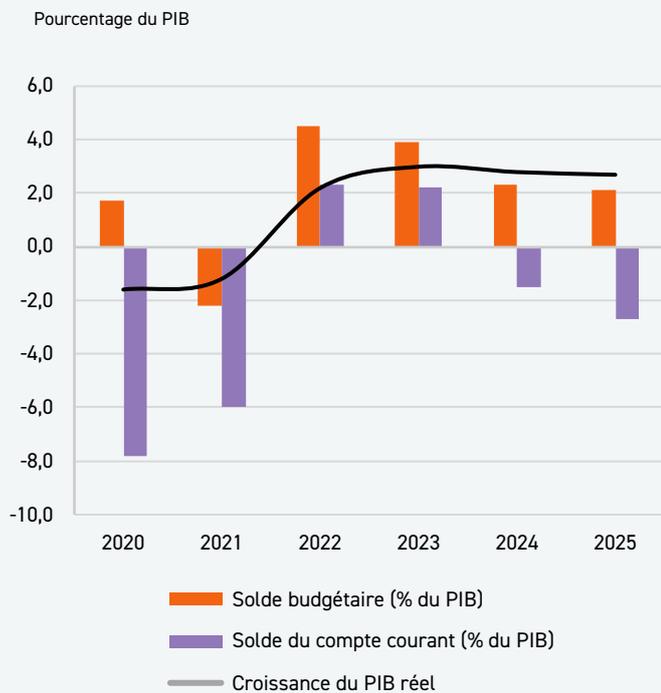
### Perspectives

Au cours de la période 2024-2025, la croissance devrait atteindre 2,8 pour cent en moyenne (-0,3 pour cent par habitant), sous l'effet de la modération des cours du pétrole et des impacts persistants de la crise soudanaise. D'après les projections, le PIB non pétrolier devrait croître de 2,9 pour cent au cours de la même période. L'inflation devrait rester forte à hauteur de 10,1 et 7 pour cent respectivement en 2024 et 2025, en supposant que les frontières avec le Soudan restent fermées pour des raisons de sécurité et que la production agricole soit modérée en raison des effets déjà observés du changement climatique.

La croissance tirée par le secteur pétrolier ne devrait conduire à une réduction de la pauvreté que si elle s'accompagne de réformes structurelles significatives, puisqu'il y a peu de liens entre le secteur extractif et les moyens de subsistance des groupes pauvres et vulnérables. Par ailleurs, le maintien des restrictions sécuritaires, la faible couverture des programmes de protection sociale et, à présent, la crise au Soudan qui fait monter l'inflation freineront le rythme de réduction de la pauvreté. L'extrême pauvreté devrait encore augmenter de 0,1 point de pourcentage entre 2023 et 2024, et 214 000 personnes de plus devraient tomber dans l'extrême pauvreté (pour un total de 6,7 millions). En raison de la baisse des cours du pétrole, l'excédent budgétaire devrait baisser et atteindre 2,2 pour cent du PIB au cours de la période 2024-2025, tandis que le compte courant devrait se détériorer jusqu'à l'équivalent de -2,1 pour cent du PIB en moyenne. La dette publique devrait baisser pour atteindre 37,7 pour cent du PIB à la fin de l'année 2025.

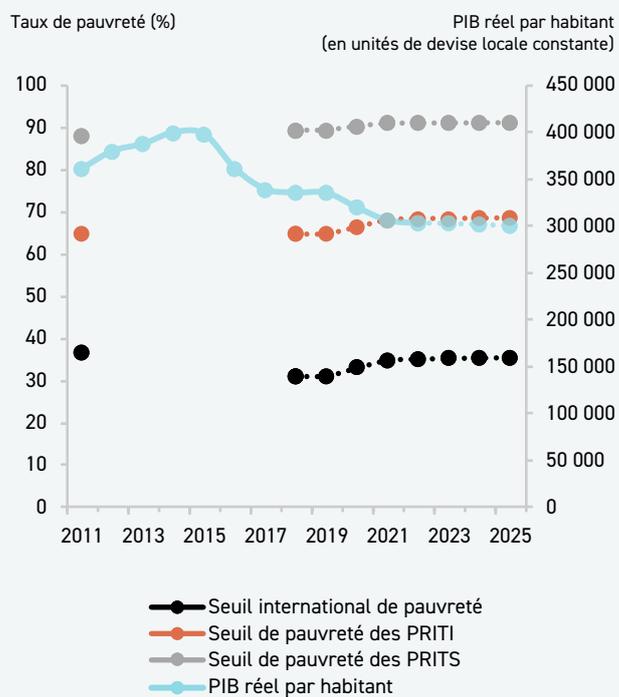
Ces perspectives sont exposées à de multiples risques à la baisse, notamment la baisse des cours du pétrole, l'instabilité politique lors des prochaines élections, la montée de l'insécurité et les chocs climatiques. Un prolongement éventuel de la guerre au Soudan au-delà de 2023 aggraverait la crise humanitaire, mettrait les finances publiques à rude épreuve et augmenterait les pressions inflationnistes. Le coup d'État qui s'est produit dans le Niger voisin le 26 juillet 2023 et la réponse de la CEDEAO et de l'UEMOA (sanctions économiques et financières) ont accru l'instabilité régionale, posant des risques de retombées négatives sur les fronts sécuritaire, économique et humanitaire.

**Figure 1 / Tchad: Croissance du PIB, compte courant et solde budgétaire**



Source : Banque mondiale.

**Figure 2 / Tchad: Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Source : Banque mondiale. PRITI : pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS : pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Notes : voir Tableau 2.

**Tableau 2 / Tchad: Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté**

(changement annuel en pourcentage sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p
<b>Croissance du PIB réel à des prix du marché constants</b>	-1,6	-1,2	2,2	3,0	2,8	2,7
Consommation privée	0,5	1,6	2,1	0,2	1,4	2,0
Consommation publique	11,1	3,7	-1,8	2,2	-2,9	-4,2
Formation brute de capital fixe	-14,5	-4,5	-7,0	12,7	5,5	1,1
Exportations, biens et services	1,1	-0,4	5,0	3,6	3,6	4,1
Importations biens et services	1,8	5,1	2,0	1,0	1,5	2,1
<b>Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants</b>	-1,6	-1,2	2,2	3,0	2,8	2,7
Agriculture	3,9	6,2	2,0	2,4	1,6	1,7
Industrie	-0,1	-4,6	4,1	4,2	2,1	2,0
Services	-7,0	-4,4	0,7	2,5	4,5	4,2
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	3,5	1,0	5,8	13,2	10,1	7,0
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-7,8	-6,0	2,3	2,2	-1,5	-2,7
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	1,7	-2,2	4,5	3,9	2,3	2,1
<b>Recettes (% du PIB)</b>	20,7	16,3	19,9	19,7	16,0	15,4
<b>Dettes (% du PIB)</b>	49,9	52,1	49,6	44,4	40,7	37,7
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	3,4	-0,6	5,9	5,4	3,3	3,3
<b>Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	33,1	34,9	35,2	35,4	35,5	35,6
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	66,5	68,1	68,4	68,5	68,5	68,6
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)<sup>a,b</sup></b>	90,3	91,0	91,1	91,1	91,1	91,2
<b>Augmentation des émissions de GES (mtCO<sub>2</sub>e)</b>	2,8	2,9	3,2	3,2	3,2	3,2
<b>Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)</b>	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0

Source : Banque mondiale, Pôle d'expertise mondiale Pauvreté & Équité et Macroéconomie, Commerce & Investissement. Données sur les émissions obtenues du CAIT et de l'OCDE.

Remarques : e = estimation, p = prévision.

(a) Calculs basés sur les données de l'EHCVM 2018. Données réelles : 2018. Prévision immédiate : 2019-2022. Les prévisions concernent la période de 2023 à 2025.

(b) Projection utilisant la distribution neutre (2018) avec répercussion = 0,7 (Faible (0,7)) basée sur le PIB par habitant exprimé en unités de monnaie locale constantes.

# République du Congo

Tableau 1 / République du Congo	2022
Population, millions	6,0
PIB, milliards USD courants	15,8
PIB par habitant, USD courants	2 649,0
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) <sup>a</sup>	35,4
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) <sup>a</sup>	59,1
Taux de de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) <sup>a</sup>	83,5
Indice de Gini <sup>a</sup>	48,9
Taux de scolarisation, primaire (% brut) <sup>b</sup>	93,7
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	63,5
Émissions totales de GES (mtCO2e)	33,1

*La reprise économique devrait se renforcer en 2023, avec une croissance prévue de 3,2 pour cent, stimulée par l'augmentation des activités pétrolières et non pétrolières. Les recettes élevées des exportations pétrolières et les réformes en cours soutiendront les excédents budgétaire et extérieur. L'inflation s'accélère en 2023, notamment à cause de l'ajustement des prix du carburant, mais devrait revenir à la cible de 3,0 pour cent d'ici 2025. Les perspectives de croissance, quoique meilleures, restent vulnérables aux risques découlant de l'instabilité de la production pétrolière, de la volatilité du cours du pétrole et de la faiblesse de la mise en œuvre des réformes.*

### Contexte et défis

Entre 2015 et 2021, le PIB réel du Congo a diminué de 19 pour cent et le PIB par habitant de 31 pour cent. L'effondrement des cours du pétrole entre 2014 et 2016 a plongé l'économie dans une longue période de récession en raison de fortes réductions des dépenses et des investissements publics et de l'accumulation par l'État d'arriérés intérieurs envers les entreprises du secteur privé, entraînant une baisse de l'investissement privé. La crise de la Covid-19 a davantage aggravé la récession économique qui a débuté en 2016. Le PIB par habitant a maintenant baissé jusqu'à des niveaux rappelant le début des années 1970, une décennie seulement après l'indépendance du Congo. La dépendance du pays aux recettes pétrolières volatiles, les faiblesses en matière de gouvernance, et les niveaux élevés d'emprunts non concessionnels ont conduit la République du Congo au surendettement et avec une dette non viable en 2017, sa dette publique augmentant de 42,3 pour cent du PIB en 2014 à 103,5 pour cent en 2020.

La hausse des cours du pétrole, l'amélioration de la gestion de la dette et les accords de restructuration de la dette ont contribué à la restauration de la viabilité de la dette au second semestre 2021, mais le pays reste en situation de surendettement à cause de l'accumulation d'arriérés extérieurs et restructuration en cours des arriérés domestiques. La longue période de récession et les taux de croissance négatifs du PIB par habitant depuis 2015 ont entraîné une hausse de l'incidence de l'extrême pauvreté (pourcentage de la population vivant avec moins de 2,15 USD par jour, en parité de pouvoir d'achat), passant de 34,8 pour cent en 2015 à 46,4 pour cent en 2021. La dépendance persistante aux recettes pétrolières a rendu l'économie vulnérable à la volatilité des cours du pétrole et a affaibli les perspectives de croissance à long terme. Pour réaliser un développement durable, le Congo doit déployer de toute urgence des efforts visant à diversifier les actifs du pays, en mettant l'accent sur le renforcement des institutions, le développement du capital humain et physique, et une exploitation plus équilibrée du capital naturel.

### Évolutions récentes

Après avoir connu une croissance estimée à 1,5 pour cent en 2022, l'économie congolaise poursuit sa reprise en 2023, stimulée à la fois par les secteurs pétrolier et non pétrolier. En raison de la hausse des investissements, la production pétrolière a connu une hausse d'environ 5,0 pour cent en glissement annuel au premier semestre 2023, après trois années consécutives de baisse. Au premier semestre 2023, la croissance du secteur non pétrolier a été tirée par le secteur manufacturier (notamment les boissons, l'eau minérale et le ciment) et les services (notamment l'hôtellerie, la restauration et le transport). Malgré une baisse des recettes pétrolières due à la baisse des cours du pétrole, le budget présente un excédent au premier trimestre 2023. La discipline budgétaire et de vigoureuses réformes telles que la révision à la hausse de 30 pour cent des prix de détail de l'essence depuis janvier 2023 ont contribué à maintenir l'excédent budgétaire (prévu à 3,1 pour cent du PIB à

la fin de 2023). La baisse des recettes d'exportation et l'augmentation des importations devraient réduire l'excédent du compte courant à 6,4 pour cent du PIB en 2023.

Le secteur bancaire reste solvable, mais la vulnérabilité aux prêts non performants (PNF) reste élevée. Le rapport PNP/prêts bruts atteignait 19 pour cent au cours de l'année écoulée, ce qui est élevé par rapport aux normes internationales. Les dépôts bancaires étaient en hausse depuis avril 2023, mais le crédit au secteur privé a diminué en partie à cause du coût élevé de l'emprunt. La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a continué à resserrer sa politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes et soutenir la viabilité extérieure du régime de change. Elle a relevé le taux directeur en mars 2023 de 50 points de base supplémentaires pour le porter à 5,0 pour cent, soit une augmentation cumulée de 175 points de base depuis novembre 2021. Par ailleurs, elle a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidités après les avoir progressivement réduites depuis juin 2021.

La croissance du PIB par habitant est restée négative en 2022 et l'incidence de la pauvreté a légèrement augmenté pour atteindre 46,6 pour cent d'après les estimations. L'ajustement du prix du carburant et l'augmentation de la demande intérieure ont entraîné une hausse de l'inflation, qui s'est établie en moyenne à 3,5 pour cent (en glissement annuel) à la mi-2023. Dans le même temps, l'inflation des produits alimentaires a ralenti mais reste élevée (à 4,6 pour cent en moyenne en glissement annuel), ce qui devrait continuer probablement à affecter davantage les plus pauvres, ces derniers consacrant généralement une part plus importante du budget de leur ménage à l'alimentation.

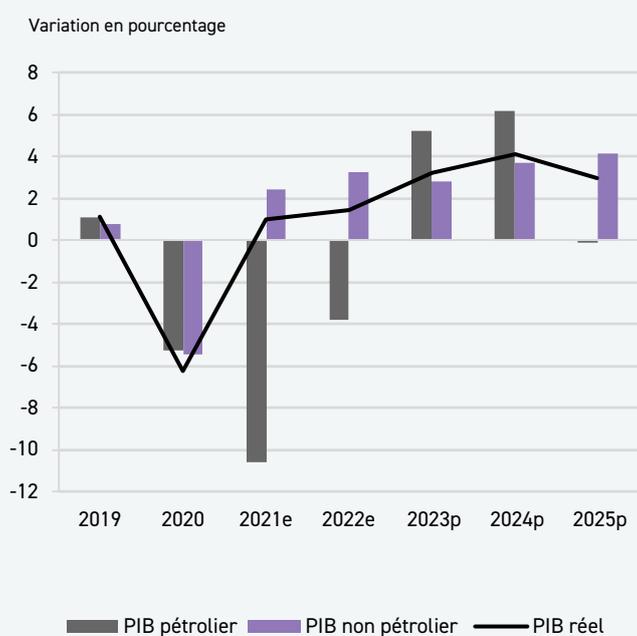
### **Perspectives**

L'économie congolaise devrait continuer à se redresser progressivement. Le PIB devrait croître de 3,2 pour cent en 2023 et de 3,5 pour cent en moyenne sur 2024-2025. La croissance du secteur pétrolier (en moyenne de 3,8 pour cent sur la période 2023-2025 selon les prévisions) serait principalement tirée par l'augmentation des investissements des compagnies pétrolières. La croissance du secteur non pétrolier (qui devrait atteindre en moyenne 3,6 pour cent sur la période 2023-2025) serait stimulée par la croissance de l'agriculture, de l'industrie et des services non pétroliers, soutenue par la poursuite de l'apurement des arriérés du gouvernement, une augmentation progressive des dépenses sociales et de l'investissement public, et la mise en œuvre des réformes en matière de gouvernance et d'environnement des affaires. L'inflation globale devrait s'accélérer pour atteindre en moyenne 3,4 pour cent sur la période 2023-2024, notamment à cause de l'ajustement du prix du carburant, mais elle devrait revenir à la cible de 3,0 pour cent de la BEAC d'ici 2025. Le taux de pauvreté devrait légèrement diminuer pour atteindre 46,4 pour cent en 2023 et 45,2 pour cent en moyenne sur 2024-2025, conformément aux projections de croissance du PIB par habitant. Avec la réforme en cours des subventions aux carburants, le Gouvernement du Congo doit renforcer les interventions de protection sociale visant à atténuer l'impact sur les plus vulnérables.

Le solde budgétaire devrait rester positif, grâce aux cours élevés du pétrole, l'augmentation de la production pétrolière et le renforcement de la discipline budgétaire. Le solde primaire non pétrolier devrait s'améliorer, en partie grâce à la réduction des subventions pétrolières directes aux entreprises publiques du secteur de l'énergie et à la hausse des prix de détail des carburants. Bien que les vulnérabilités à l'endettement restent élevées (le niveau de l'encours des dettes non concessionnelles et des arriérés intérieurs étant élevé), le rapport dette/PIB devrait baisser à 83,6 pour cent d'ici 2025 grâce à l'amélioration de la gestion de la dette, au renforcement de la discipline budgétaire et aux importantes recettes pétrolières. L'excédent du compte courant devrait diminuer d'ici 2025, sous l'effet de la baisse des cours du pétrole et de l'augmentation des importations en appui aux investissements pétroliers.

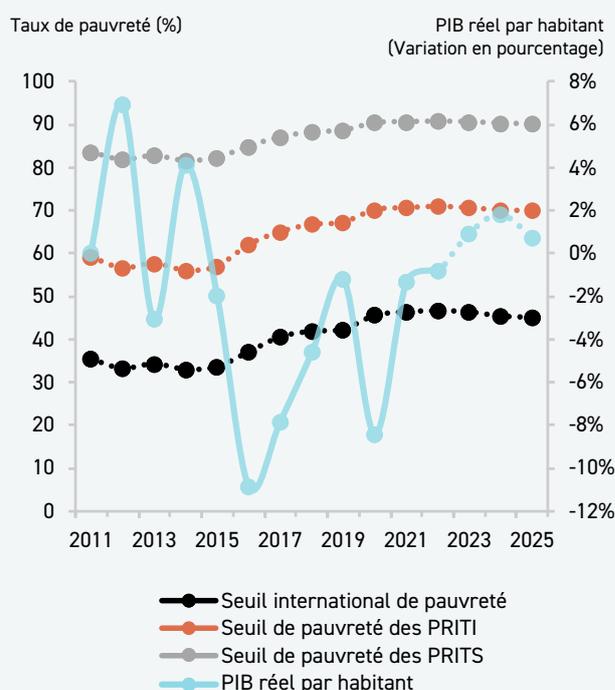
Les risques pesant sur les perspectives sont baissiers et comprennent la volatilité des cours du pétrole et l'instabilité de la production pétrolière, l'escalade de la guerre en Ukraine et ses répercussions, une demande mondiale en dessous des prévisions, un plus grand resserrement des conditions financières mondiales ou régionales, des conditions météorologiques défavorables et une mise en œuvre insuffisante des réformes.

**Figure 1 / République du Congo: Croissance réelle du PIB**



Source : Banque mondiale. Note : le taux de croissance du PIB pétrolier en 2025 est projeté à -0.1.

**Figure 2 / République du Congo: Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Source : Banque mondiale. PRITI : pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS : pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Notes : voir le Tableau 2.

**Tableau 2 / République du Congo: / Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté**

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	2021 e	2022 e	2023 e	2024 p	2025 p
<b>Croissance réelle du PIB, à prix du marché constants</b>	-6,3	1,0	1,5	3,2	4,1	3,0
Consommation privée	-8,2	11,5	5,0	4,9	4,9	4,4
Consommation publique	-38,8	2,1	-5,2	0,6	2,6	0,8
Formation brute de capital fixe	-23,1	14,0	10,0	8,0	7,0	6,0
Exportations, biens et services	-9,4	-1,0	-0,7	4,0	6,2	1,8
Importations, biens et services	-35,8	25,0	5,9	9,2	9,7	4,2
<b>Croissance réelle du PIB, à prix constants des facteurs</b>	-5,4	1,0	1,5	3,2	4,1	3,0
Agriculture	3,9	1,9	3,0	2,8	3,0	3,4
Industrie	-2,4	-3,3	-0,6	4,1	6,1	3,0
Services	-11,7	2,0	3,1	2,9	3,1	3,2
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	1,4	2,0	3,0	3,5	3,3	3,0
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	12,3	8,9	18,7	6,4	6,6	2,9
<b>Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)</b>	-8,7	2,4	3,3	4,2	4,4	4,7
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-2,2	1,2	7,9	3,1	3,8	3,8
<b>Recettes (% du PIB)</b>	19,7	21,1	28,6	24,5	25,3	25,5
<b>Dettes (% du PIB)</b>	103,5	92,1	90,6	89,5	85,7	83,6
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-0,5	3,1	10,2	5,5	6,2	6,3
<b>Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)<sup>a, b</sup></b>	45,5	46,4	46,6	46,4	45,4	45,1
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)<sup>a, b</sup></b>	70,1	70,6	70,9	70,6	70,1	69,9
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)<sup>a, b</sup></b>	90,4	90,6	90,7	90,6	90,3	90,1
<b>Croissance des émissions de GES (mtCO2e)</b>	3,3	3,2	3,2	3,7	3,8	3,7
<b>Émissions de GES en rapport à l'énergie (% du total)</b>	13,6	14,0	14,7	15,2	15,3	15,2

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et d'investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur ECOM-2011. Données réelles : 2011. Prévision immédiate : 2012-2022. Les prévisions sont pour la période de 2023 à 2025.

b/ Projection utilisant une distribution neutre (2011) avec répercussion = 0,87 (Méd. (0,87)) sur la base du PIB par habitant en UMN constantes.

# Gabon<sup>6</sup>

Tableau 1 / Gabon	2022
Population, millions	2,4
PIB, milliards USD courants	21,1
PIB par habitant, USD courants	8 820,3
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) <sup>a</sup>	2,5
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) <sup>a</sup>	8,1
Taux de de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) <sup>a</sup>	31,2
Indice de Gini <sup>a</sup>	38,0
Taux de scolarisation, primaire (% brut) <sup>b</sup>	107,9
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	65,8
Émissions totales de GES (mtCO2e)	21,9

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté et données officielles.

a/ Valeur la plus récente (2017), PPA 2017.

b/ WDI pour la scolarisation (2019) ; Espérance de vie (2021).

*Tirant profit du contexte favorable dans le secteur des produits de base, le Gabon a enregistré une croissance de 3,0 pour cent en 2022, les soldes budgétaire et extérieur s'étant dans le même temps considérablement améliorés grâce à l'augmentation des recettes pétrolières. Cependant, la hausse des prix des produits alimentaires a continué d'affecter le niveau de vie des populations. Suite au changement de régime survenu en août 2023, l'incertitude économique s'est accrue. Les perspectives économiques dépendront de la capacité des nouvelles autorités à parvenir à instaurer un climat politique apaisé capable de prévenir les conflits, de limiter les perturbations de l'activité économique et de renforcer la confiance des investisseurs. En réponse à la diminution attendue des réserves pétrolières, il est nécessaire de mettre en œuvre de toute urgence des réformes structurelles en vue d'instaurer une plus grande stabilité économique et budgétaire, de garantir une croissance plus résiliente et de réduire significativement la pauvreté.*

<sup>6</sup> Les données, informations et évaluations présentées dans ce rapport correspondent à la situation avant le coup d'État d'août 2023.

### Contexte et défis

Bien qu'ayant atteint un niveau de revenu relativement élevé, le Gabon fait toujours face au défi majeur consistant à sortir de la spirale d'une croissance insuffisante basée sur les ressources naturelles ayant jusqu'à présent conduit à une pauvreté persistante qui dure depuis des décennies. Cette situation, déjà difficile, a été davantage fragilisée par le coup d'État qui s'est produit en août 2023 sans effusion de sang, aussitôt après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, déclarant le président sortant vainqueur. Le chef de la Garde présidentielle a été désigné Président de la transition puis, les frontières, fermées durant la période du vote, ont été de nouveau ouvertes peu après la prestation de serment. Bien que la vie économique ait rapidement repris son cours après le changement de régime l'incertitude économique s'est tout de même accrue dans la mesure où certains financements et certains investissements pourraient se trouver compromis du fait d'une plus grande incertitude politique dans le pays. Pour assurer la stabilité du pays, il serait essentiel de définir et de suivre un calendrier clair et crédible pour le retour à l'ordre constitutionnel.

Il serait également indispensable d'améliorer la gouvernance. La publication en avril 2023 dans les délais du premier rapport suite au retour du pays dans l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives a été un signal positif, néanmoins il serait aussi considérablement bénéfique pour les finances publiques de renforcer la transparence dans la gestion des recettes issues de l'industrie extractive.

Dans le même temps, il est tout aussi essentiel de relancer la dynamique des réformes, d'améliorer l'environnement des affaires et de promouvoir la création d'emplois pour être en mesure de faire progresser l'économie gabonaise dans les chaînes de valeurs mondiales et permettre le développement du pays dans des secteurs diversifiés. Pour réaliser ses objectifs de développement et de réduction de la pauvreté, le Gabon doit rééquilibrer ses finances publiques, en réaffectant les dépenses occasionnées par les coûteuses exonérations fiscales et les subventions régressives aux carburants vers une aide sociale ciblée et vers des investissements publics productifs qui permettraient de protéger les plus pauvres tout en favorisant une croissance durable ayant pour fondement la création d'emplois.

L'amélioration de l'accès aux services de santé, d'électricité et d'eau, ainsi qu'à une éducation de qualité, est également essentielle pour réduire le chômage et la pauvreté, qui sont tous deux à des niveaux élevés. Dans le même temps, il est également nécessaire pour le Gabon de se doter d'infrastructures plus performantes et plus résilientes au changement climatique, en particulier en ce qui concerne l'énergie, les routes et les chemins de fer afin de stimuler l'activité des entreprises et l'activité commerciale de façon générale. La fragilité des infrastructures face aux chocs climatiques s'est une fois de plus illustrée par les fortes pluies et les glissements de terrain qui ont provoqué des perturbations sur le réseau de transports, engendrant plusieurs perturbations sur le plan économique au début de l'année 2023. Ces perturbations se sont traduites par des conséquences qui ont pris des formes diverses allant de la diminution des exportations de manganèse aux pénuries d'eau minérale et de sucre.

### Évolutions récentes

L'économie du Gabon a enregistré une croissance de 3,0 pour cent en 2022, la reprise s'intensifiant après la période de crise de la Covid-19. La forte demande de la Chine, combinée avec l'assouplissement des restrictions de l'OPEP+ et de plus grandes capacités de production grâce aux investissements antérieurs, ont stimulé la production pétrolière. La croissance a également été soutenue par les secteurs du bois, du manganèse, de l'agriculture et des services. L'investissement privé, notamment dans le secteur pétrolier, et les exportations nettes stimulées par la forte demande de produits de base ont appuyé la croissance du côté de la demande. Plus récemment, au premier semestre de l'année 2023, la production de manganèse et de bois a diminué à cause des perturbations enregistrées dans les transports. Cette diminution a néanmoins été compensée par une croissance de l'ordre de 3,7 pour cent dans le secteur pétrolier. En conséquence, le PIB du Gabon a enregistré une croissance de 2,5 pour cent au cours des six premiers mois de 2023.

Le niveau élevé des exportations de produits de base a plus que compensé la hausse des importations, ce qui s'est traduit par un excédent du solde du compte courant de l'ordre de 6,7 pour cent du PIB en 2022. De même, l'augmentation des recettes pétrolières a permis au Gabon d'atteindre un excédent budgétaire de l'ordre de 2,5 pour cent du PIB en 2022, le solde le plus élevé atteint depuis le choc pétrolier de 2014. Les efforts mis en œuvre pour améliorer le recouvrement des impôts et réduire les exonérations fiscales ont également contribué à la hausse des recettes publiques en 2022. De façon générale, les dépenses publiques ont été maîtrisées. Cependant, le coût des subventions aux carburants a augmenté de façon exponentielle, malgré la suppression des subventions aux carburants pour les consommateurs industriels décidée et mise en œuvre depuis le mois de juillet 2022. Alors que le taux d'endettement public continue de diminuer, l'accumulation récurrente d'arriérés reste un défi pour les finances publiques. Ces arriérés s'élevaient à 113 milliards XAF en septembre 2023 (soit 0,9 pour cent du PIB). Les difficultés rencontrées dans la gestion des finances publiques et dans la mise en œuvre des réformes économiques ont conduit l'agence de notation Fitch Ratings à dégrader les perspectives pour le Gabon de positives à stables lors de son évaluation du mois d'août 2023.

Le niveau des crédits distribués aux entreprises privées a augmenté de 13,6 pour cent en décembre 2022 (en glissement annuel). Cependant, l'indulgence réglementaire pratiquée au niveau régional a été supprimée au mois de juillet 2022, se traduisant par une hausse de 27 pour cent des prêts non performants en 2022. Le volume des prêts non performants a atteint 10,5 pour cent du volume total des prêts en 2022. La Banque des États de l'Afrique centrale a continué à resserrer sa politique monétaire. Elle a ainsi relevé son taux directeur de 50 points de base pour le porter à 5,0 pour cent au mois de mars 2023, et mis fin aux injections hebdomadaires de liquidités. L'inflation a quant à elle commencé à diminuer pour se situer à 2,1 pour cent (en glissement annuel) au mois de septembre 2023, contre 5,4 pour cent au mois de décembre 2022. En dépit de l'élargissement de la liste des produits bénéficiant d'exonérations fiscales et de prix plafonnés dans le cadre du programme de Lutte Contre La Vie Chère depuis le mois de juillet 2023, le coût de la vie

reste élevé. Alors que la reprise post-Covid-19 avait permis une baisse de la pauvreté en 2021, le taux de pauvreté est de nouveau légèrement reparti à la hausse, se situant à 32,3 pour cent en 2022, du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires causée par la guerre en Ukraine.

### **Perspectives**

Suite au changement de régime survenu au Gabon, l'incertitude économique s'est accrue néanmoins, il est à noter que la présente section présente les analyses et les projections réalisées avant le coup d'État. Le niveau plus élevé du risque d'instabilité politique après le coup d'État et l'impact potentiel de ce coup d'État sur la confiance des investisseurs pourraient affecter négativement les perspectives économiques à court terme. Certaines agences de notation ont dégradé les perspectives du Gabon suite à cet événement. Par ailleurs, des sanctions régionales pourraient mettre en péril la croissance et les sources de financement régional, ce d'autant plus que le Gabon s'appuie de plus en plus sur les marchés régionaux pour combler son besoin de financement.

Juste avant le coup d'État, le Gabon devait, selon nos projections, atteindre une croissance de l'ordre de 2,8 pour cent en moyenne sur la période 2023-2025. L'augmentation de la production de manganèse, de bois et des palmiers à huile, ainsi que le dynamisme des secteurs des bâtiments et travaux publics et des services permettrait de compenser le déclin attendu de la production d'hydrocarbures à moyen terme, à mesure que les gisements de pétrole atteignent leur maturité. Des investissements sont par ailleurs en cours dans les raffineries de palmier à huile et dans la production de biodiesel ce qui permettrait de soutenir l'économie à moyen terme.

Au fil des années, le compte courant devrait rester en situation d'excédent. Ces excédents seraient soutenus par une croissance forte des exportations de produits de base qui compenserait la hausse des importations. Les recettes tirées de la vente des produits de base devraient rester élevées, générant des excédents budgétaires persistants. Néanmoins, le niveau de ces excédents budgétaires devrait baisser pour situer à 2,0 pour cent du PIB sur la période 2023-2025. Le taux d'endettement public devait rester sur sa tendance baissière.

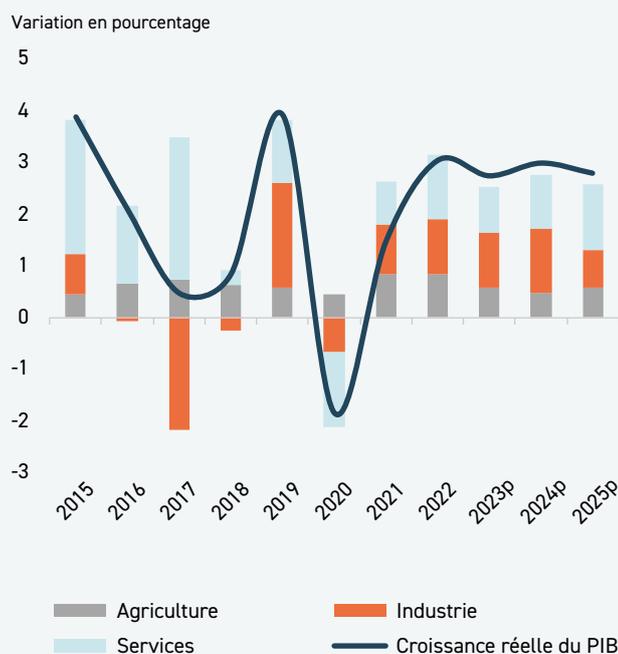
Le taux de pauvreté devrait cependant augmenter, les projections de croissance restant modestes alors que dans le même temps la population est en augmentation. Ainsi, d'ici 2025, le nombre de Gabonais vivant sous le seuil de pauvreté de référence des pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure, fixé à 6,85 USD par jour, devrait représenter 36,3 pour cent de la population. Ce chiffre est supérieur à la moyenne des pays situés dans le même groupe de revenus que le Gabon.

De plus, le Gabon reste vulnérable face à la fragilité de ses moteurs de croissance ainsi qu'à la forte concentration de ses exportations. Une hausse des restrictions de l'OPEP+ en matière de quotas de production, un choc sur les prix des produits de base, une baisse

de la demande de la Chine, des perturbations sur le marché des échanges dans un contexte de persistance des conflits ou encore des chocs climatiques pourraient affecter la performance macroéconomique du pays. De tels chocs pourraient également affecter les prix des denrées alimentaires et les exportations et ce faisant, affecter également la stabilité budgétaire du pays.

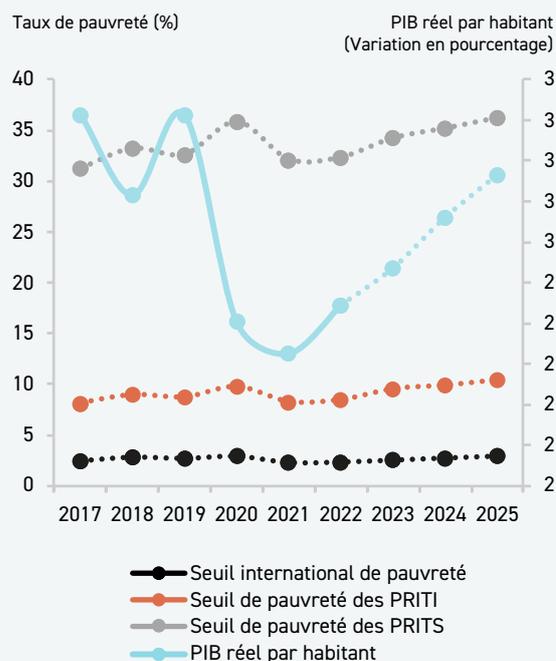
Face à de plus grandes incertitudes dans un contexte de transition politique, la mise en œuvre de réformes fortes serait essentielle pour améliorer la gouvernance des finances publiques et l'efficacité des dépenses publiques. Certaines réformes en particulier permettraient de mobiliser davantage de recettes intérieures et ce faisant, de réduire la dépendance au pétrole. La mise en œuvre effective d'une nouvelle méthodologie de recrutement dans la fonction publique, considérée comme étant plus compatible avec les finances publiques, ainsi que l'adoption de mesures supplémentaires visant à limiter le coût des subventions aux carburants sont nécessaires pour éviter des dérapages dans les dépenses publiques. La conservation des forêts et de la biodiversité pourrait également contribuer à la mobilisation de futurs financements. En août 2023, le Gabon a en effet réussi à conclure une transaction lui permettant d'échanger 500 millions USD de ses dettes contre des investissements écologiques, à un taux d'intérêt nominal inférieur à celui des obligations remboursées.

**Figure 1 / Gabon: Croissance réelle du PIB et contributions à la croissance réelle du PIB**



Source : Données officielles du gouvernement et calculs de la Banque mondiale.

**Figure 2 / Gabon: Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Source : Banque mondiale. PRITI : pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS : pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Notes : voir le Tableau 2.

**Tableau 2 / Gabon: Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté**

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p
<b>Croissance réelle du PIB, à prix du marché constants</b>	-1,8	1,5	3,0	2,7	3,0	2,8
Consommation privée	-2,0	-1,4	-0,3	1,4	1,7	1,6
Consommation publique	5,5	3,2	3,8	3,8	-0,8	1,3
Formation brute de capital fixe	-16,7	9,2	8,3	1,1	2,1	2,9
Exportations, biens et services	10,1	-2,0	7,4	6,2	5,4	4,0
Importations, biens et services	-16,7	30,9	8,6	3,3	2,4	2,8
<b>Croissance réelle du PIB, à prix constants des facteurs</b>	-1,9	2,9	3,4	2,7	3,0	2,8
Agriculture	5,9	10,2	9,5	6,2	4,9	5,7
Industrie	-2,2	3,1	3,4	3,3	3,9	2,3
Services	-2,8	1,6	2,4	1,7	2,1	2,5
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	1,6	1,1	4,3	3,2	2,5	2,2
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-0,5	3,3	6,7	7,1	8,6	12,1
<b>Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)</b>	-0,7	-2,1	-1,3	-2,4	-2,4	-2,4
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-2,1	-1,9	2,5	1,7	2,3	2,2
<b>Recettes (% du PIB)</b>	17,6	15,8	19,5	18,5	18,9	18,2
<b>Dette (% du PIB)</b>	77,4	60,7	55,3	56,4	55,1	53,1
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	1,2	0,9	5,0	4,1	4,8	4,8
<b>Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)<sup>a, b</sup></b>	3,0	2,3	2,4	2,6	2,8	3,0
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)<sup>a, b</sup></b>	9,8	8,3	8,5	9,5	9,9	10,4
<b>Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)<sup>a, b</sup></b>	35,9	32,1	32,3	34,3	35,2	36,3
<b>Croissance des émissions de GES (mtCO2e)</b>	4,0	4,2	2,6	-0,7	0,5	1,0
<b>Émissions de GES en rapport à l'énergie (% du total)</b>	15,6	16,3	16,5	15,5	14,9	14,4

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et d'investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

a/ Calculs basés sur 2017-EGEP. Données réelles : 2017. Prévision immédiate : 2018-2022. Les prévisions sont pour la période de 2023 à 2025.

b/ Projection utilisant la méthodologie de micro-simulation.

# Guinée équatoriale

Tableau 1 / Guinée équatoriale	2022
Population, millions	1,7
PIB, milliards USD courants	11,8
PIB par habitant, USD courants	7 053,5
Taux de scolarisation, primaire (% brut) <sup>a</sup>	61,8
Espérance de vie à la naissance, années <sup>a</sup>	60,6
Émissions totales de GES (mtCO2e)	19,3

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté et données officielles.

a/ WDI pour la scolarisation (2015) ; Espérance de vie (2021).

*L'économie de la Guinée équatoriale a connu une croissance de 3,1 pour cent en 2022, principalement grâce à l'augmentation de sa production d'hydrocarbures. Cependant, le pays devrait entrer à nouveau en récession en 2023 à cause de la diminution de ses réserves pétrolières. Après avoir bénéficié de la manne d'hydrocarbures en 2022, les soldes budgétaires et extérieurs devraient connaître une forte diminution dans les années à venir. Par ailleurs, des problèmes de développement subsistent et sont exacerbés par l'impact d'une inflation plus forte sur les conditions de vie.*

### Contexte et défis

En raison de la diminution des réserves pétrolières et de son manquement à diversifier l'économie, la Guinée équatoriale a vu son PIB diminuer régulièrement depuis près d'une décennie. Entre 2013 et 2021, l'économie a connu une contraction de 5,0 pour cent en moyenne. En 2022, les hydrocarbures représentaient près de 50 pour cent du PIB, et plus de 70 pour cent des recettes publiques. Des réformes structurelles sont nécessaires pour prévenir le déclin économique à long terme en diversifiant les moteurs de croissance et en renforçant la viabilité budgétaire à travers des efforts de mobilisation des recettes intérieures et une plus grande efficacité en matière de dépenses publiques.

Ces dernières années, la Guinée équatoriale a adopté des réformes visant à améliorer la gouvernance et l'environnement des affaires. Une loi de lutte contre la corruption a été promulguée et les audits des sociétés pétrolières et gazières publiques ont été publiés en 2022. Des mesures sont en cours pour stimuler le commerce à travers la mise en place d'un guichet unique pour l'enregistrement des entreprises, la simplification des permis de travail et l'application d'une loi réduisant les droits d'importation et d'exportation et prolongeant les heures d'ouverture des ports. Cependant, des lacunes persistent dans la gouvernance des recettes pétrolières et gazières ainsi que dans l'environnement des affaires, entravant la capacité du pays à attirer les investissements, à créer des emplois et à faciliter les échanges en vue de réaliser une croissance durable et soutenue ainsi que la diversification économique.

Des actions sont également nécessaires pour améliorer la protection sociale et l'inclusion économique des pauvres. Bien que la Guinée équatoriale dispose d'un des revenus par habitant les plus élevés d'Afrique subsaharienne, le niveau de vie en Guinée équatoriale reste faible. D'après les estimations, l'espérance de vie à la naissance serait de 60,7 ans, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de 75 ans des pays du même groupe de revenu. Environ 40 pour cent des ménages ont connu au moins une journée sans électricité par mois en 2022. Le manque de données sur la pauvreté empêche la conception de politiques de protection sociale efficaces ciblant les pauvres. La collecte des données au titre de la deuxième Enquête nationale auprès des ménages a été achevée en novembre 2023. L'enquête comblera les lacunes dans les connaissances sur les indicateurs de pauvreté, d'inégalité et de capital humain, afin de permettre ainsi d'élaborer des politiques, fondées sur des données factuelles, pour la protection sociale et le développement du capital humain.

### Évolutions récentes

L'économie de la Guinée équatoriale a connu une croissance de 3,1 pour cent en 2022. L'augmentation de la production de gaz naturel a été à l'origine de ce rebond, suite aux réparations effectuées sur le complexe de Punta Europa après l'incendie de septembre 2021. Par ailleurs, la croissance du secteur non pétrolier a été soutenue par les services, bénéficiant de la manne pétrolière et de la levée des restrictions en rapport à la Covid-19. Du côté de la demande, la croissance du PIB a été tirée par les investissements publics et les exportations nettes. Néanmoins, l'économie présente des signes de retour à la récession. Le démantèlement d'une unité flottante de production à la suite d'une inondation en septembre 2022 a affecté le secteur des hydrocarbures de fin 2022 à 2023. Au cours du premier trimestre 2023, le PIB s'est contracté de 0,4 pour cent (en glissement trimestriel), également à cause de la diminution de la production des gisements pétroliers arrivant à maturité. Les cours élevés du pétrole ont stimulé les exportations d'hydrocarbures, ramenant le solde du compte courant à -1,0 pour cent du PIB en 2022, contre -2,1 pour cent l'année précédente.

Bénéficiant également de la reprise temporaire de la production d'hydrocarbures, le solde budgétaire en 2022 a présenté un excédent de 13,2 pour cent du PIB grâce à des recettes pétrolières plus élevées que prévu. Les dépenses publiques ont augmenté en 2022 et au début de 2023, en raison de l'augmentation des investissements dans les infrastructures et des subventions nationales aux carburants, qui ont atteint 1,3 pour cent du PIB en 2022 à cause de la hausse du prix du pétrole qui n'a pas été répercutée sur les utilisateurs. Cependant, un déclin structurel de la production pétrolière et une baisse des prix ont entraîné une baisse de 25 pour cent (en glissement annuel) des recettes pétrolières au premier trimestre 2023. Le rapport dette/PIB a continué de baisser en 2022, car le PIB a augmenté tandis que le gouvernement a réglé une partie de ses arriérés, notamment envers les entreprises de construction. L'excédent budgétaire de 2022 et 2023 a également servi à rembourser une partie de la dette extérieure et des bons du Trésor, et à contribuer au fonds souverain (Fonds pour les générations futures). Cependant, les arriérés intérieurs impayés envers les entreprises de construction restent élevés, représentant 10,8 pour cent du PIB.

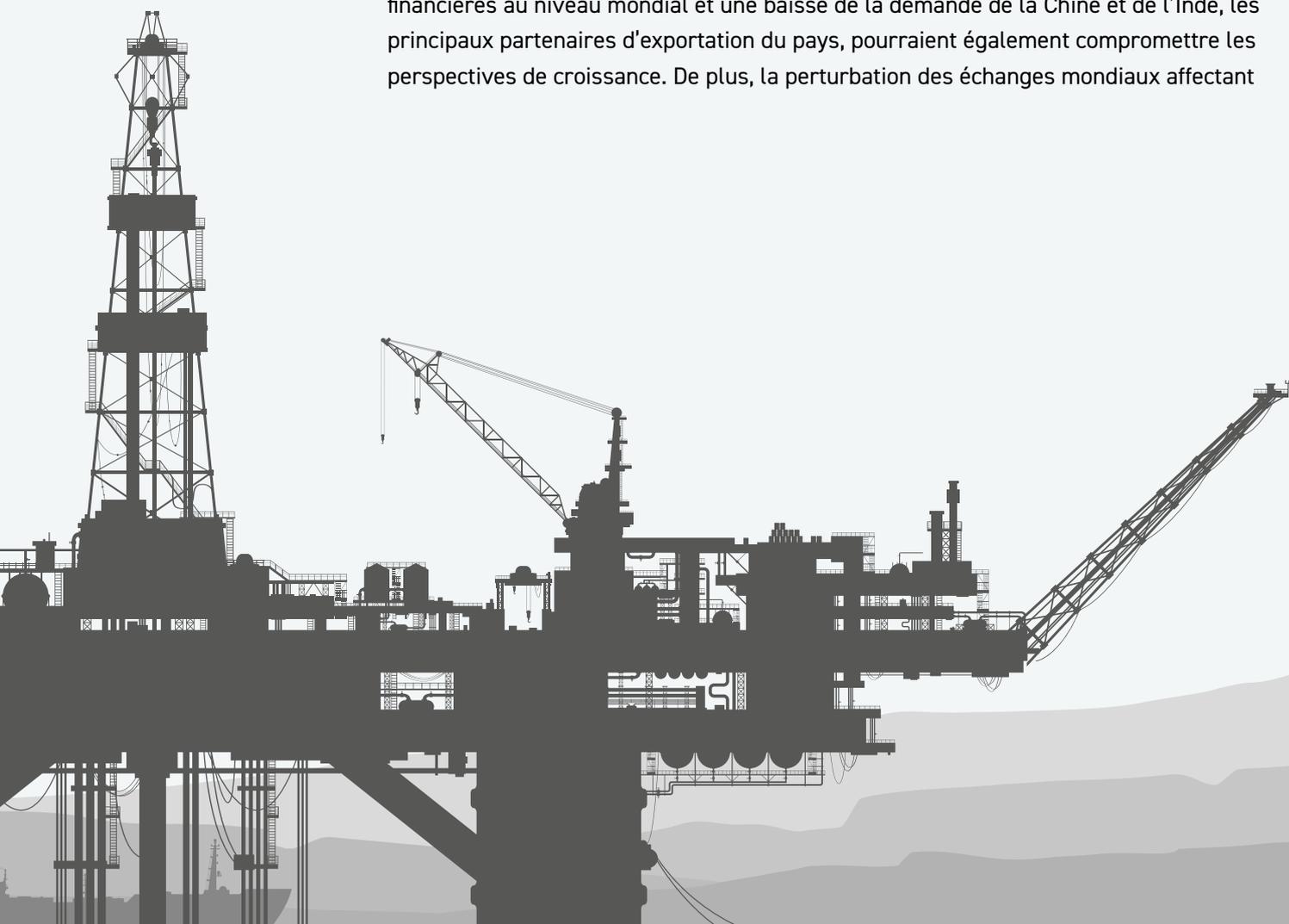
Par conséquent, les niveaux élevés de prêts non performants (57,9 pour cent du total des prêts au premier trimestre 2023) restent une source de vulnérabilité pour le secteur bancaire. La Banque des États de l'Afrique centrale a continué à resserrer sa politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et soutenir l'ancrage du taux de change, en augmentant le taux directeur en mars 2023 de 50 points de base supplémentaires, pour ainsi atteindre 5,0 pour cent, et en mettant fin à ses injections hebdomadaires de liquidités. Le crédit à l'économie a diminué de 2,0 pour cent en 2022. Parallèlement, la guerre en Ukraine continue d'avoir un impact sur l'inflation, qui s'élevait à 4,2 pour cent en juin 2023 (en glissement annuel). La hausse des coûts pourrait avoir affecté la sécurité alimentaire et les conditions de vie. Cependant, les données sur la pauvreté restent rares.

### Perspectives

Après une brève reprise en 2022, l'économie de la Guinée équatoriale devrait retomber en récession, avec une contraction annuelle prévue à une moyenne de 4,0 pour cent sur la période 2023-2025. La baisse de la production d'hydrocarbures et la baisse des cours des matières premières devraient continuer à affecter l'économie équatoguinéenne. La diminution des exportations entraînerait des déficits du compte courant dans les années à venir. Bien qu'à un rythme plus lent, les importations devraient également diminuer à cause de la baisse des dépenses publiques due à une marge budgétaire limitée. Le solde budgétaire devrait être déficitaire en 2024-2025, car les réductions des dépenses publiques ne suffiront pas à compenser la baisse plus importante des recettes des hydrocarbures.

En l'absence de croissance, le niveau de vie risque de stagner ou de se détériorer. En outre, la baisse prévue des dépenses publiques aurait des conséquences économiques et sociales négatives.

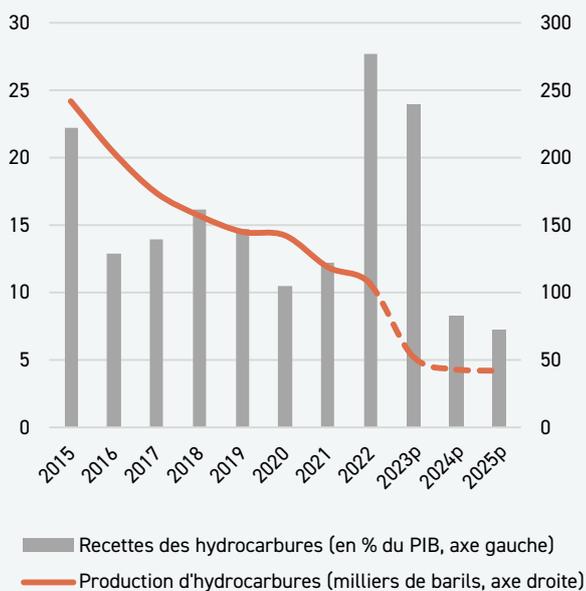
Plusieurs facteurs risquent d'aggraver la récession économique. Une baisse plus marquée de la production ou des prix des hydrocarbures risque de compromettre la stabilité budgétaire et extérieure compte tenu de la dépendance excessive de la Guinée équatoriale au pétrole. Le maintien d'un resserrement des conditions financières au niveau mondial et une baisse de la demande de la Chine et de l'Inde, les principaux partenaires d'exportation du pays, pourraient également compromettre les perspectives de croissance. De plus, la perturbation des échanges mondiaux affectant



le prix des matières premières et des produits alimentaires à cause de la guerre en Ukraine, si ce conflit est prolongé, augmenterait l'insécurité alimentaire, en particulier pour les plus vulnérables, étant donné que le pays dépend fortement des importations alimentaires.

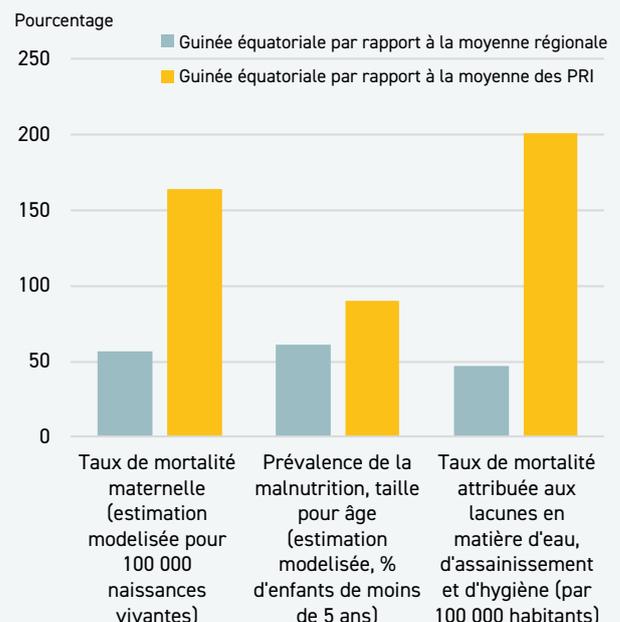
La diminution des réserves d'hydrocarbures souligne la nécessité pour la Guinée équatoriale d'adopter un nouveau modèle de croissance, favorisant des secteurs non pétroliers résilients, capables de soutenir la croissance future. À terme, pour mettre en œuvre la vision de diversification économique du gouvernement, il sera nécessaire de déployer des efforts pour faciliter le commerce et améliorer le climat des affaires. Des mesures sont également nécessaires pour améliorer la gestion des finances publiques afin de maximiser les bénéfices publics tirés des recettes pétrolières tout en préparant un modèle budgétaire post-pétrolier viable. Enfin, le renforcement du système de protection sociale contribuerait à protéger les plus vulnérables et à réduire les inégalités, d'autant plus que les dépenses sociales (éducation, santé et secteur de l'eau) en Guinée équatoriale représentent moins de 2 pour cent du PIB, soit trois fois moins que la moyenne pour les pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale.

**Figure 1 / Guinée équatoriale: Production d'hydrocarbures et recettes publiques**



Source : Données officielles et calculs de la Banque mondiale.

**Figure 2 / Guinée équatoriale: Indicateurs non-monétaires de pauvreté**



Source : Banque mondiale. PRI : pays à revenu intermédiaire. Notes : voir le Tableau 2.

**Tableau 2 / Guinée équatoriale: Indicateurs de perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté**

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p
<b>Croissance réelle du PIB, à prix du marché constants</b>	-4,2	-0,9	3,1	-2,5	-6,1	-3,9
Consommation privée	2,2	3,4	3,4	-7,5	-0,3	-2,6
Consommation publique	-3,2	-5,7	-0,6	42,5	-6,6	-4,0
Formation brute de capital fixe	-64,5	18,8	65,1	-76,1	-11,6	-5,0
Exportations, biens et services	-4,9	4,4	2,4	-8,4	-10,1	-6,3
Importations, biens et services	-10,8	12,5	6,2	-7,0	-6,5	-6,0
<b>Croissance réelle du PIB, à prix constants des facteurs</b>	-4,2	-0,8	2,8	-2,5	-6,1	-3,9
Agriculture	-6,3	5,9	3,6	-5,7	2,2	2,0
Industrie	-4,4	-6,4	1,3	-49,5	-18,0	-10,0
Services	-3,8	8,2	5,0	63,2	-1,2	-1,9
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	4,8	-0,1	4,9	3,5	2,2	2,3
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-10,4	-2,1	-1,0	-2,9	-1,6	-1,5
<b>Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)</b>	3,7	5,1	5,7	4,9	4,9	5,6
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-1,7	2,6	13,2	8,2	-4,2	-4,5
<b>Recettes (% du PIB)</b>	14,1	15,4	30,7	26,8	12,3	11,9
<b>Dettes (% du PIB)</b>	48,4	42,8	40,0	33,9	32,9	34,9
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-0,4	3,6	14,5	9,6	-3,0	-3,3
<b>Croissance des émissions de GES (mtCO<sub>2</sub>e)</b>	-14,5	27,6	16,2	-9,9	-8,3	-3,9
<b>Émissions de GES en rapport à l'énergie (% du total)</b>	25,6	35,5	41,8	38,6	35,5	34,1

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, commerce et d'investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

# SECTION

## 3—

**Thème spécial - Les booms de ressources naturelles dans la CEMAC : comment éviter de manquer une autre opportunité**

**L'importante dotation en ressources naturelles de l'Afrique subsaharienne offre à la région des opportunités de croissance économique, mais les gains ont été jusqu'à présent décevants.** Pendant les dernières décennies, les pays riches en ressources naturelles d'Afrique subsaharienne (ASS), y compris ceux de la région CEMAC, n'ont pas su tirer parti de leurs richesses en ressources naturelles pour promouvoir une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté. Selon la littérature, même si la croissance économique des pays riches en ressources a augmenté, en moyenne, lors du dernier boom des prix des matières premières entre 2004 et 2014, elle a chuté par la suite (Cust et al., 2022). Alors que nous entrons dans une nouvelle période où les prix des matières premières sont élevés, l'ASS, y compris les pays de la CEMAC, pourrait faire mieux cette fois-ci en adoptant des politiques appropriées. La section du Thème spécial de ce Baromètre économique de la CEMAC est axée sur trois principales questions : (i) les principaux canaux à travers lesquels la richesse en ressources naturelles affecte la performance économique ; (ii) les principaux résultats du boom des produits de base de 2004 à 2014 en ASS, y compris dans les pays de la CEMAC ; et (iii) les principales recommandations politiques pour que les pays de la CEMAC puissent tirer davantage profit des opportunités offertes par le boom des prix des produits de base.

## 1. Malédiction des ressources et cycle d'expansion et de récession lié aux matières premières

### **Peu de pays ont réussi à exploiter leurs ressources naturelles pour stimuler une croissance économique durable.**

Les pays riches en ressources ont souvent enregistré une croissance économique plus faible et des inégalités plus élevées comparé à ceux qui ne sont pas riches en ressources – un phénomène appelé « la malédiction des ressources » (Auty, 1993). La littérature sur ce sujet tourne autour du concept de « syndrome hollandais », concept selon lequel la manne des ressources naturelles nuit aux autres secteurs de biens échangeables dans la mesure où elle entraîne un effet d'éviction sur les facteurs de production. Par exemple, selon les constats de Gylfason et al. (2006), l'accumulation de capital

physique et humain est inversement liée à la part du capital naturel dans la richesse nationale.

Une autre conséquence fréquemment observée du « syndrome hollandais » est l'appréciation du taux de change réel, associée à une augmentation des dépenses intérieures provenant de la manne des ressources. La malédiction des ressources est souvent liée à l'absence d'une gouvernance et d'institutions fortes. Une telle absence permet à des groupes puissants de s'approprier les rentes nationales provenant des ressources, ce qui entraîne à son tour une détérioration de la situation budgétaire et un ralentissement de la croissance (« l'effet de voracité » introduit par Tornell et Lane, 1999). Par ailleurs, la présence

des bonnes institutions peut contribuer à faire de la malédiction des ressources naturelles une bénédiction. Les pays dotés d'institutions plus fortes (telles que mesurées, par exemple, par la meilleure qualité de leur système juridique et le risque moindre d'expropriation) réagissent différemment face à des niveaux élevés de recettes tirées des ressources et peuvent ainsi échapper à la malédiction des ressources (Mehlum et al., 2006). Les pays dépendants des ressources naturelles, dotés d'institutions fortes et d'une ouverture commerciale et bénéficiant d'investissements élevés en capital productif, s'en sortent encore mieux (Sarraf et Jiwanji, 2001). Par exemple, l'adoption de politiques économiques judicieuses et une gestion économique prudente ont permis au Botswana de devenir l'un des exemples de réussite parmi les pays en développement. Le pays a créé un fonds de stabilisation des revenus en 1972, un fonds souverain (Fonds Pula) en 1994, des règles sur les dépenses et d'équilibre budgétaire en 2003 et une règle sur la dette en 2005. Le Chili est un autre pays qui a réussi, après de nombreuses années d'essais et d'erreurs, à passer de politiques budgétaires procycliques à des politiques budgétaires anticycliques en améliorant son cadre budgétaire et en introduisant une règle budgétaire viable (Izvorski et al., 2018). Parmi les autres pays riches en ressources naturelles qui sont passés de politiques budgétaires procycliques à des politiques budgétaires anticycliques figurent, par exemple, la Malaisie et l'Indonésie.

**La performance économique des pays dépendants des ressources naturelles a tendance à évoluer parallèlement aux cycles des prix des matières premières, et cette volatilité compromet souvent les acquis en matière de développement réalisés pendant les périodes de boom.** Lors d'une hausse des cours des produits de base, l'activité économique et les soldes extérieur et budgétaire des pays dépendants des ressources naturelles s'améliorent, alors que l'inverse se produit en

cas de baisse. La volatilité des recettes (mesurée par la variation des recettes d'exportation) des pays dépendants des ressources naturelles, en particulier des pays dépendants du pétrole, dépasse généralement celle des pays non riches en ressources naturelles (Venables, 2016). La volatilité des recettes budgétaires se traduit par une volatilité encore plus grande des dépenses publiques. En effet, dans de nombreux pays dépendants des ressources naturelles, les périodes de forte expansion et d'effondrement associées aux variations des prix des produits de base sont respectivement corrélées aux pics et aux creux des dépenses publiques, reflet de politiques budgétaires procycliques. Les dépenses d'investissement ont tendance à connaître des variations plus marquées que les dépenses courantes, ces dernières augmentant en période d'expansion, mais présentant des rigidités à la baisse plus prononcées en période de récession (Arezki et Ismail, 2010). Les politiques budgétaires procycliques sont associées à des faiblesses dans les institutions, qui peuvent ne pas être en mesure de mettre un frein aux activités de recherche de rente et/ou à la prodigalité budgétaire (Diallo, 2009). Parmi les autres facteurs expliquant la procyclicité figurent l'accès limité à d'autres sources de financement en période de récession économique ainsi que les pressions politiques encourageant les dépenses en période de prospérité (Caballero et Krishnamurthy, 2004 ; Végh, 2013).

## 2. Les opportunités manquées du boom des ressources en Afrique subsaharienne

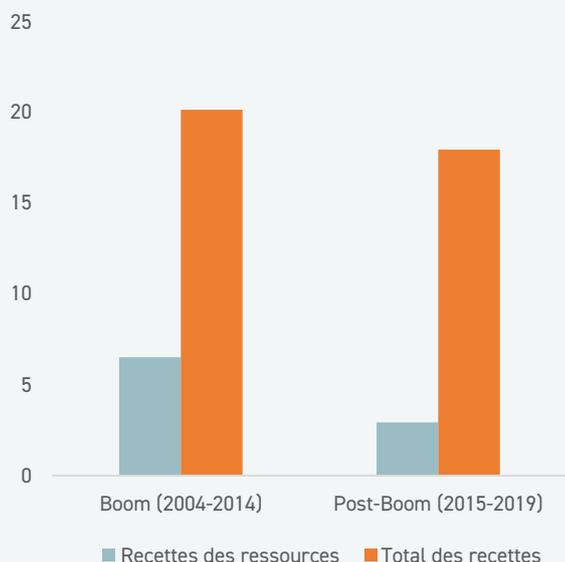
**Durant la flambée des cours des matières premières pendant la période de 2004 à 2014, la performance économique des pays de l'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles a été forte mais s'est avérée non durable.** Cust et al. (2022) examinent les effets du boom des prix des produits de base sur la période de 2004 à 2014 à travers une analyse comparative des pays d'ASS riches en ressources et des pays non riches en ressources de la région. L'étude révèle que, même si les pays riches en ressources ont connu une solide performance économique pendant les années de boom, grâce aux recettes d'exportation des ressources, l'élan s'est estompé lorsque les prix des produits de base ont chuté (voir les Figures 11 et 12). De plus, la performance des pays riches en ressources a à peine dépassé celles de leurs voisins non riches en ressources pendant la période du boom. Ces tendances ont été plus prononcées dans les pays de la CEMAC, qui ont enregistré une croissance économique soutenue, en moyenne, pendant la période du boom et sont entrés en récession après le choc pétrolier de 2014.

**Dans l'ensemble, les pays riches en ressources naturelles, y compris ceux de la CEMAC, ont manqué l'occasion de transformer le dernier boom des matières premières en un moteur de prospérité durable à base large.** Le boom des ressources dans la période 2004-2014 a renforcé la dépendance des pays riches à l'égard des exportations et des revenus des ressources (Cust et al., 2022). De plus, tout au long de la décennie du boom, le secteur des ressources a été le principal moteur de la croissance, tandis que le secteur non lié aux ressources est resté stagnant, indiquant

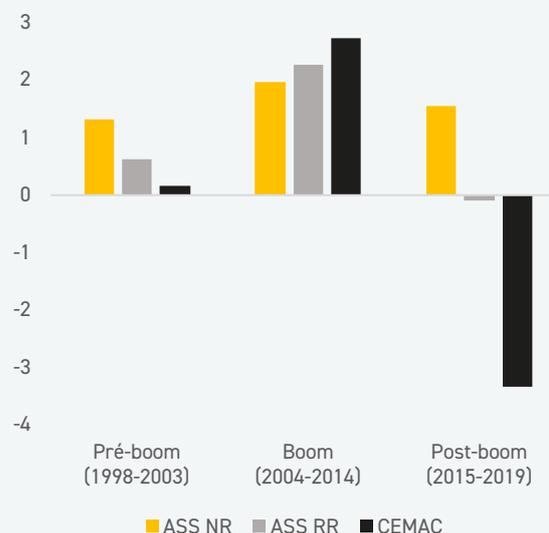
un manquement à transformer le boom en un moteur de croissance économique à base élargie. Les pays d'ASS n'ont pas réussi à diversifier leur économie et à transformer les recettes tirées des ressources naturelles en formes de capital productif. La croissance de la richesse totale par habitant a été plus faible dans les pays d'ASS riches en ressources, en particulier dans la région CEMAC, que dans les pays homologues non riches en ressources (voir la Figure 13). L'épargne nette ajustée de la CEMAC (exprimée en pourcentage du Revenu National Brut, RNB)<sup>7</sup> était en moyenne négative pendant le boom pétrolier, indiquant que les pays de la région épuisaient leurs ressources naturelles sans les convertir en d'autres formes de capital (Figure 14). En outre, les inégalités n'ont pas été réduites dans de nombreux pays riches en ressources à la fin de la période du boom, alors qu'elles ont diminué dans la plupart des pays non riches en ressources (pour lesquels les données sur l'indice de Gini sont disponibles). Toutefois, la plupart des pays d'ASS riches en ressources ayant connu une réduction des inégalités au cours des années du boom étaient ceux qui étaient riches en ressources minérales. Le taux de pauvreté (au seuil de 2,15 USD par jour en parité de pouvoir d'achat de 2017) est également resté plus élevé dans les pays d'ASS riches en ressources que dans les pays d'ASS non riches en ressources. Alors que, selon les projections récentes de la Banque mondiale, le taux de pauvreté diminuera progressivement jusqu'en 2030 en ASS, l'écart entre le taux de pauvreté des pays d'ASS riches en ressources et celui des pays non riches en ressources devrait rester significatif, à environ 5 points de pourcentage (voir Figure 15).

<sup>7</sup> L'épargne nette ajustée (ENA) est mesurée comme l'épargne nationale brute (ou l'investissement brut, compte tenu de l'identité d'épargne-investissement) moins la dépréciation du capital produit, l'épuisement des biens souterrains (combustibles fossiles et minéraux) et des ressources ligneuses, et les dommages causés par la pollution atmosphérique à la santé humaine, plus un crédit pour les dépenses dans l'éducation.

**Figure 11. Moyenne des recettes fiscales totales et des recettes tirées des ressources pour les pays d'ASS riches en ressources (en pourcentage du PIB)**



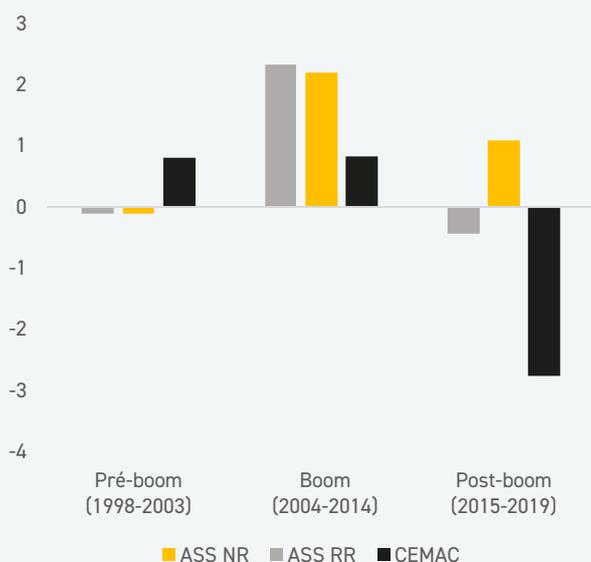
**Figure 12. Croissance annuelle moyenne du PIB par habitant par groupe de pays (variation en pourcentage)**



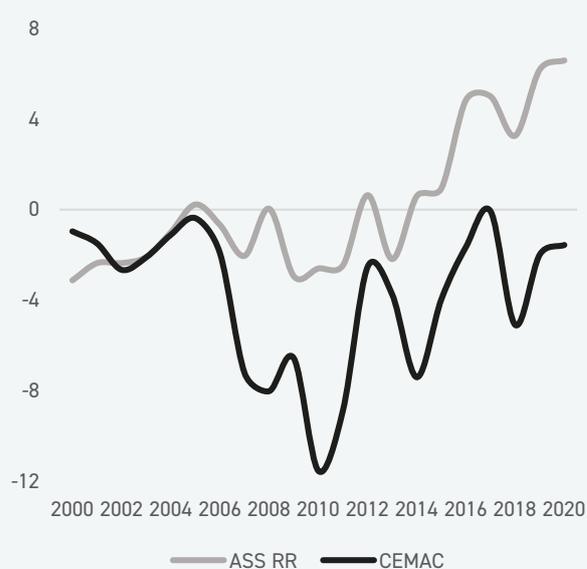
Source : Ensemble de données sur les revenus publics UNU-WIDER 2022 ; Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Note : NR = Pays d'ASS non riches en ressources ; RR : Pays d'ASS riches en ressources<sup>8</sup> ; la Guinée équatoriale est exclue de la moyenne pré-boom (Figure 12) à cause de problèmes de valeurs aberrantes (taux de croissance allant jusqu'à 140 pour cent).

**Figure 13. Croissance annuelle moyenne de la richesse totale par habitant (variation en pourcentage)**



**Figure 14. Épargne nette ajustée (% du RNB)**

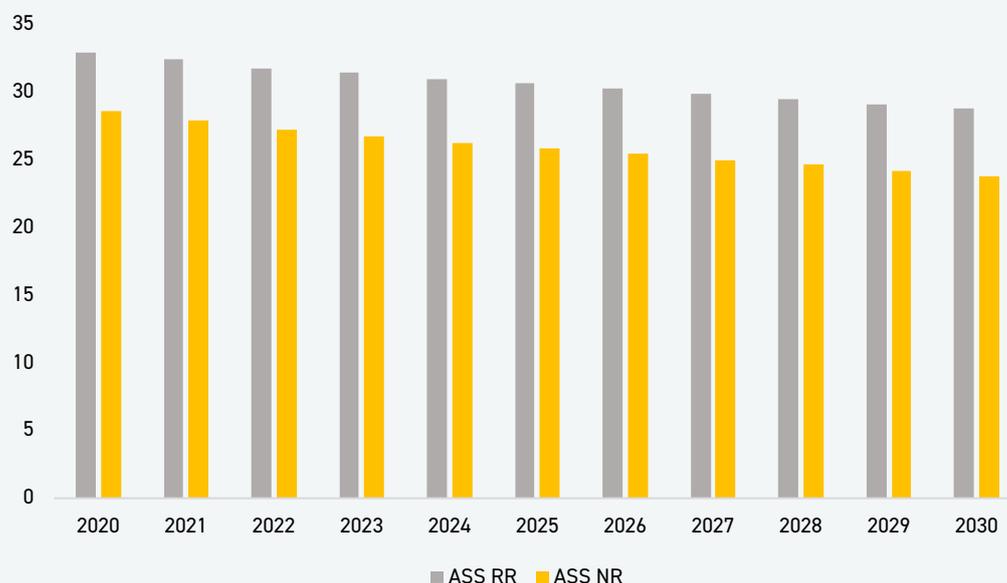


Source : Banque mondiale, Richesse des nations ; Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Note : NR = Pays de l'ASS non riches en ressources ; RR : Pays de l'ASS riches en ressources ; aucune donnée sur l'ENA n'est disponible pour la Guinée équatoriale.

<sup>8</sup> Les pays riches en ressources sont ceux dont les recettes tirées des ressources/exportations de ressources représentent au moins 20 pour cent du total des recettes publiques/exportations de marchandises entre 1998 et 2003 (selon Cust et al., 2022).

Figure 15. Projections du taux de pauvreté (en pourcentage), 2020-2030



Source : Banque mondiale, Richesse des nations ; Banque mondiale. « *To end extreme poverty, getting back to pre-Covid-19 reduction rates is not enough.* » 30 novembre 2022. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/end-extreme-poverty-getting-back-pre-covid-19-reduction-rates-not-enough>.

Note : NR = Pays de l'ASS non riches en ressources ; RR : Pays de l'ASS riches en ressources.

### 3. Recommandations politiques

**Les pays de l'ASS, y compris les pays de la CEMAC, peuvent tirer des enseignements de l'expérience passée du boom des matières premières et mettre en œuvre des politiques qui les aideront à améliorer leur performance à l'avenir.** Comme les expériences des autres pays riches en ressources le montre, il est possible d'éviter la malédiction des ressources et de réaliser des résultats positifs en matière de développement si les pays adoptent des politiques adéquates. Selon le rapport « *Diversified Development, Développement Diversifié* » de la Banque mondiale qui se concentre sur les pays riches en ressources de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, les pays devraient mettre l'accent sur la transformation des ressources naturelles en d'autres formes de richesse, c'est-à-dire investir dans le renforcement de l'équilibre entre les

ressources naturelles, le capital physique, le capital humain et les institutions (ou le capital incorporel) (Gill et al., 2014). Le capital humain est essentiel pour une économie prospère et productive, mais il requiert une prestation efficace des services publics, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le capital physique, en termes de couverture et d'infrastructures de qualité dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie et le transport, est essentiel pour appuyer le développement du secteur privé et stimuler le commerce et les échanges. Cependant, cela requiert des dépenses soutenues dans les infrastructures et leur entretien, qui ont tendance à fluctuer en fonction des prix des produits de base dans les pays riches en ressources.

Les institutions sont essentielles à la gestion des rentes tirées des ressources naturelles et à la réduction de la volatilité économique, qui est inévitable dans les économies basées sur les ressources naturelles. Les institutions efficaces sont indispensables pour canaliser les recettes provenant des ressources naturelles d'un pays vers l'accumulation de capital humain et physique. De bonnes institutions permettent aux pays de gérer la volatilité des recettes tirées des ressources naturelles et d'administrer efficacement les dépenses publiques afin de fournir des services publics de qualité qui à leur tour contribuent à la stabilité macroéconomique et renforcent la résilience face aux baisses des prix des produits de base. La conception et la mise en œuvre appropriées de politiques budgétaires anticycliques peuvent limiter l'impact de la volatilité des ressources. Ces politiques ne peuvent être correctement mises en œuvre que si les institutions sont renforcées de manière à garantir une conception budgétaire appropriée et une priorisation des dépenses, la gestion des investissements publics, l'exécution du budget et la responsabilisation (Izvorski et al., 2018). Il est également essentiel d'avoir un cadre réglementaire approprié pour un environnement d'affaires favorable, comprenant notamment des politiques sur la concurrence, pour favoriser des économies de marché efficaces, capables d'encourager l'investissement et l'innovation.

**Les réformes actuellement mises en œuvre dans le cadre du deuxième Programme de réformes économiques et financières de la CEMAC (PREF-CEMAC II) représentent une avancée louable, mais il faut encore en faire plus.** Le PREF-CEMAC II est axé sur cinq piliers, à savoir : (i) la politique budgétaire ; (ii) la politique monétaire et le système financier ; (iii) les réformes structurelles ; (iv) l'intégration régionale et (v) la coopération internationale. En particulier, le premier pilier comprend l'amélioration de la mobilisation

des recettes non pétrolières, le renforcement de la capacité des administrations fiscales et l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses publiques. Les réformes structurelles visent à développer le secteur privé, améliorer le climat d'investissement et à mettre en œuvre des stratégies de diversification économique. Les réformes visant à stimuler le développement du capital humain comprennent l'augmentation des dépenses publiques dans l'éducation, la santé et la protection sociale, l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables et l'amélioration des résultats dans ces secteurs, par exemple en mettant en place un système éducatif équitable et résilient. Les institutions et les États-membres de la CEMAC ont réalisé des progrès dans le programme de réforme, notamment dans la mise en œuvre de stratégies d'inclusion financière et la promotion de la diversification économique. Dans l'ensemble, selon le dernier rapport de suivi du programme, 56 pour cent des actions de la matrice de réforme du programme avaient été mises en œuvre à la fin du premier trimestre 2023 (T1 2023), contre 42 pour cent au T3 2022. La continuité du programme de réformes régionales, avec une mise en œuvre rapide et efficace des politiques prévues dans le PREF-CEMAC II, contribuerait à permettre aux pays de la CEMAC de mieux tirer avantage des futures périodes de boom des matières premières, et reste essentielle pour favoriser un modèle de croissance plus fort, durable, inclusif et diversifié en Afrique centrale.

## Références

- Arezki, MR, et Ismail, K. 2010. *Boom-bust cycle, asymmetrical fiscal response and the Dutch disease*. Fond monétaire international.
- Auty, R. M. 1993. *Sustaining Development in Mineral Economies : The Resource Curse Thesis*. Londres et New York : Routledge.
- Caballero, R. J. et Krishnamurthy, A. 2004. *Fiscal policy and financial depth*. Document de travail du NBER w10532.
- Cust, J., Ballesteros, A. R. et Zeufack, A. 2022. *The Dog that Didn't Bark : The Missed Opportunity of Africa's Resource Boom*. Document de travail sur la recherche en matière de politiques ; 10120.
- Diallo, O. 2009. *Tortuous road toward countercyclical fiscal policy : Lessons from democratized sub-Saharan Africa*. *Journal of Policy Modeling*, 31(1), 36-50.
- Frankel, J. A., Vegh, C. A. et Vuletin, G. 2013. *On graduation from fiscal procyclicality*. *Journal of Development Economics*, 100(1), 32-47.
- Gill, I. S., Izvorski, I., van Eeghen, W., De Rosa, D. 2014. *Diversified Development : Making the Most of Natural Resources in Eurasia*. Études sur l'Europe et l'Asie centrale. © Washington, DC : Banque mondiale. <http://hdl.handle.net/10986/17193> Licence : CC PAR 3.0 IGO.
- Gylfason, T. et Zøega, G. 2006. *Natural resources and economic growth : The role of investment*. *Économie mondiale*, 29(8), 1091-1115.
- Fond monétaire international. 2023. *CEMAC Common Policies in support of member countries reform programs – staff report and statement by the Executive Director*. Rapport par pays du FMI n° 23/245
- Izvorski, I., Coulibaly, S. et Doumbia, D. 2018. *Reinvigorating Growth in Resource-Rich Sub-Saharan Africa ; Reinvigorating Growth in Resource-Rich Sub-Saharan Africa*. © Banque mondiale, Washington, DC.
- Mehlum, H., Møene, K. et Torvik, R. 2006. *Cursed by resources or institutions ?* *Économie mondiale*, 29(8), 1117-1131.
- Sarraf, M., et Jiwanji, M. 2001. *Beating the Resource Curse : The Case of Botswana*. Document de travail du Service de l'environnement ; n° 83. Série sur l'économie de l'environnement. Banque mondiale, Washington, DC. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/18304> Licence : CC PAR 3.0 IGO.
- Tornell, A. et Philip R. L. 1999. « The Voracity Effect. » *American Economic Review* 89(1) : 22-46
- Venables, A. J. 2016. *Using natural resources for development : why has it proven so difficult*«*» Journal of Economic Perspectives*, 30(1), 161-84

# L'ÉQUIPE



**Sandeep Mahajan**  
Manager de programmes



**Theo David Thomas**  
Directeur



**Robert Johann Utz**  
Économiste en chef  
et chef d'équipe



**Djeneba Doumbia**  
Économiste et chef  
d'équipe



**Erick Tjong**  
Économiste et chef  
d'équipe



**Vincent Belinga**  
Économiste principal



**Amina Coulibaly**  
Économiste principale



**Demet Kaya**  
Économiste principale



**Pierre Mandon**  
Économiste



**Sonia Barbara Ondo Ndong**  
Économiste



**Diderot Tomi**  
Économiste



**Marilyne Youbi**  
Économiste



**Ferdinand Owoundi Fouda**  
Économiste



**Claudia Noumedem Temgoua**  
Économiste



**Irene Sitienei**  
Assistante de programme



**Ifeoma Clementina Ikenye**  
Assistante de programme



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**  
Macroéconomie, Commerce et Investissement